

526  
12

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1954 No. 179

---

---

A. TITEL

I. *Protocol tot wijziging en aanvulling van het op 17 Maart 1948 te Brussel gesloten Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, met briefwisselingen en*

II. *Protocol betreffende de strijdkrachten van de West-Europese Unie,*

III. *Protocol betreffende het toezicht op de bewapening, met Bijlagen, en*

IV. *Protocol betreffende het Agentschap van de West-Europese Unie voor het toezicht op de bewapening,*

*gesloten tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, de Bondsrepubliek Duitsland en de Italiaanse Republiek;*

*Parijs, 23 October 1954*

B. TEKST**Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles**

Sa Majesté le Roi des Belges, Monsieur le Président de la République Française, Président de l'Union Française, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth, Parties Contractantes au Traité réglant leur collaboration en matière économique, sociale et culturelle, et leur légitime défense collective, signé à Bruxelles, le 17 mars 1948, dénommé ci-après le Traité, d'une part,

et Monsieur le Président de la République Fédérale d'Allemagne et Monsieur le Président de la République Italienne, d'autre part,

Animés de la commune volonté de poursuivre une politique de paix et de renforcer la sécurité;

Désireux à cet effet de promouvoir l'unité et d'encourager l'intégration progressive de l'Europe;

Convaincus que l'adhésion de la République Fédérale d'Allemagne et de la République Italienne au Traité représente un nouveau et substantiel progrès dans cette voie;

Prenant en considération les décisions de la Conférence de Londres consignées dans l'Acte Final du 3 octobre 1954 et ses annexes;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Belges

Son Excellence Monsieur Paul-Henri Spaak, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Française, Président de l'Union Française

Son Excellence Monsieur Pierre Mendès-France, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne

Son Excellence Monsieur Conrad Adenauer, Chancelier Fédéral, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Italienne

Son Excellence Monsieur Gaetano Martino, Ministre des Affaires Etrangères,

### **Protocol modifying and completing the Brussels Treaty**

His Majesty the King of the Belgians, the President of the French Republic, President of the French Union, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, Her Majesty the Queen of the Netherlands and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Parties to the Treaty of Economic, Social and Cultural Collaboration and Collective Self-Defence, signed at Brussels on March the 17th, 1948, hereinafter referred to as the Treaty, on the one hand,

and the President of the Federal Republic of Germany and the President of the Italian Republic on the other hand,

Inspired by a common will to strengthen peace and security;

Desirous to this end of promoting the unity and of encouraging the progressive integration of Europe;

Convinced that the accession of the Federal Republic of Germany and the Italian Republic to the Treaty will represent a new and substantial advance towards these aims;

Having taken into consideration the decisions of the London Conference as set out in the Final Act of October the 3rd, 1954, and its Annexes;

Have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Belgians

His Excellency Mr. Paul-Henri Spaak, Minister of Foreign Affairs

The President of the French Republic, President of the French Union

His Excellency Mr. Pierre Mendès-France, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

The President of the Federal Republic of Germany

His Excellency Mr. Konrad Adenauer, Federal Chancellor, Federal Minister of Foreign Affairs

The President of the Italian Republic

His Excellency Mr. Gaetano Martino, Minister of Foreign Affairs

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg

Son Excellence Monsieur Joseph Bech, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

Son Excellence Monsieur Johan Willem Beyen, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth

pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Très Honorable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères,

qui, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus de ce qui suit:

#### Article I

La République Fédérale d'Allemagne et la République Italienne adhèrent au Traité modifié et complété par le présent Protocole.

Les Hautes Parties Contractantes au présent Protocole considèrent le Protocole sur les Forces des Puissances de l'Union de l'Europe Occidentale (ci-après désigné comme Protocole No. II), le Protocole relatif au Contrôle des Armements et ses Annexes (ci-après désigné comme Protocole No. III), et le Protocole relatif à l'Agence de l'Union de l'Europe Occidentale pour le contrôle des armements (ci-après désigné comme Protocole No. IV), comme parties intégrantes du présent Protocole.

#### Article II

L'alinéa ci-après du Préambule du Traité: „à prendre les mesures jugées nécessaires en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne" sera modifié comme suit: „à prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir l'unité et d'encourager l'intégration progressive de l'Europe".

Le début de l'alinéa 2 de l'Article I du Traité se lira comme suit: „La coopération stipulée à l'alinéa précédent et qui s'exercera notamment par le Conseil prévu à l'Article VIII . . . ."

#### Article III

Un Article nouveau sera inséré dans le Traité comme Article IV: „Dans l'exécution du Traité, les Hautes Parties Contractantes et tous

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg

His Excellency Mr. Joseph Bech, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the Netherlands

His Excellency Mr. Johan Willem Beyen, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The Right Honourable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Member of Parliament, Principal Secretary of State For Foreign Affairs,

Who, having exhibited their full powers found in good and due form,

Have agreed as follows:

#### Article I

The Federal Republic of Germany and the Italian Republic hereby accede to the Treaty as modified and completed by the present Protocol.

The High Contracting Parties to the present Protocol consider the Protocol on Forces of Western European Union (hereinafter referred to as Protocol No. II), the Protocol on the Control of Armaments and its Annexes (hereinafter referred to as Protocol No. III), and the Protocol on the Agency of Western European Union for the Control of Armaments (hereinafter referred to as Protocol No. IV) to be an integral part of the present Protocol.

#### Article II

The sub-paragraph of the Preamble to the Treaty: „to take such steps as may be held necessary in the event of renewal by Germany of a policy of aggression” shall be modified to read: “to promote the unity and to encourage the progressive integration of Europe”.

The opening words of the 2nd paragraph of Article I shall read: “The co-operation provided for in the preceding paragraph, which will be effected through the Council referred to in Article VIII . . .”.

#### Article III

The following new Article shall be inserted in the Treaty as Article IV: “In the execution of the Treaty the High Contracting

organismes créés par Elles dans le cadre du Traité coopéreront étroitement avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord".

„En vue d'éviter tout double emploi avec les Etats-Majors de l'OTAN le Conseil et l'Agence s'adresseront aux autorités militaires appropriées de l'OTAN pour toutes informations et tout avis sur les questions militaires".

Les Articles IV, V, VI et VII du Traité deviendront respectivement les Articles V, VI, VII et VIII.

#### Article IV

L'Article VIII du Traité (ancien Article VII) est modifié comme suit:

„1. En vue de poursuivre une politique de paix, de renforcer leur sécurité, de promouvoir l'unité, d'encourager l'intégration progressive de l'Europe ainsi qu'une coopération plus étroite entre Elles et avec les autres organisations européennes, les Hautes Parties Contractantes au Traité de Bruxelles créeront un Conseil pour connaître des questions relatives à l'application du Traité, de ses Protocoles et de leurs annexes.

„2. Ce Conseil sera dénommé: „Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale"; il sera organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence; il constituera tous organismes subsidiaires qui pourraient être jugés utiles: en particulier, il créera immédiatement une Agence pour le Contrôle des Armements dont les fonctions sont définies dans le Protocole No. IV.

„3. A la demande de l'une d'entre Elles, le Conseil sera immédiatement convoqué en vue de permettre aux Hautes Parties Contractantes de se concerter sur toute situation pouvant constituer une menace contre la paix, en quelque endroit qu'elle se produise, ou mettant en danger la stabilité économique.

„4. Le Conseil prend à l'unanimité les décisions pour lesquelles une autre procédure de vote n'aura pas été ou ne sera pas convenue. Dans le cas prévu aux Protocoles Nos. II, III et IV, il suivra les différentes règles de vote, unanimité, majorité des deux tiers ou majorité simple, qui y sont spécifiées. Il statuera à la majorité simple sur les questions que lui soumettra l'Agence pour le Contrôle des Armements".

#### Article V

Un article nouveau sera inséré dans le Traité comme Article IX:

„Le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale présentera à une assemblée composée des Représentants des Puissances du Traité de Bruxelles à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, un rapport annuel sur ces activités, dans le domaine du contrôle des armements".

Parties and any organs established by Them under the Treaty shall work in close co-operation with the North Atlantic Treaty Organisation”.

“Recognising the undesirability of duplicating the Military Staffs of NATO, the Council and its agency will rely on the appropriate Military Authorities of NATO for information and advice on military matters.”

Articles IV, V, VI and VII of the Treaty will become respectively Articles V, VI, VII and VIII.

#### Article IV

Article VIII of the Treaty (formerly Article VII) shall be modified to read as follows:

“1. For the purposes of strengthening peace and security and of promoting unity and of encouraging the progressive integration of Europe and closer co-operation between Them and with other European organizations, the High Contracting Parties to the Brussels Treaty shall create a Council to consider matters concerning the execution of this Treaty and of its Protocols and their Annexes.

“2. This Council shall be known as the “Council of Western European Union”; it shall be so organised as to be able to exercise its functions continuously; it shall set up such subsidiary bodies as may be considered necessary: in particular it shall establish immediately an Agency for the Control of Armaments whose functions are defined in Protocol No. IV.

“3. At the request of any of the High Contracting Parties the Council shall be immediately convened in order to permit Them to consult with regard to any situation which may constitute a threat to peace, in whatever area this threat should arise, or a danger to economic stability.

“4. The Council shall decide by unanimous vote questions for which no other voting procedure has been or may be agreed. In the cases provided for in Protocols II, III and IV it will follow the various voting procedures, unanimity, two-thirds majority, simple majority, laid down therein. It will decide by simple majority questions submitted to it by the Agency for the Control of Armaments”.

#### Article V

A new Article shall be inserted in the Treaty as Article IX: “The Council of Western European Union shall make an Annual Report on its activities and in particular concerning the control of armaments to an Assembly composed of representatives of the Brussels Treaty Powers to the Consultative Assembly of the Council of Europe”.

Les Articles VIII, IX et X du Traité deviendront respectivement les Articles X, XI et XII.

#### Article VI

Le présent Protocole et les Protocoles énumérés à l'Article I seront ratifiés, et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que faire se pourra auprès du Gouvernement belge.

Ils entreront en vigueur quand tous les instruments de ratification du présent Protocole auront été déposés auprès du Gouvernement belge et quand l'instrument d'accession du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord aura été déposé auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Le Gouvernement belge informera les gouvernements des autres Hautes Parties Contractantes et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique du dépôt de chaque instrument de ratification du présent Protocole.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris le vingt-trois octobre 1954, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

Pour la Belgique:

(s.) P. H. SPAAK

Pour la France:

(s.) MENDÈS-FRANCE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) ADENAUER

Pour l'Italie:

(s.) G. MARTINO

Pour le Luxembourg:

(s.) JOS. BECH

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) ANTHONY EDEN

---



The Articles VIII, IX and X of the Treaty shall become respectively Articles X, XI and XII.

#### Article VI

The present Protocol and the other Protocols listed in Article I above shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible with the Belgian Government.

They shall enter into force when all instruments of ratification of the present Protocol have been deposited with the Belgian Government and the instrument of accession of the Federal Republic of Germany to the North Atlantic Treaty has been deposited with the Government of the United States of America.

The Belgian Government shall inform the governments of the other High Contracting Parties and the Government of the United States of America of the deposit of each instrument of ratification.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done at Paris this twenty-third day of October 1954 in two texts, in the English and French languages, each text being equally authoritative in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other Signatories.

For Belgium:

(sd.) P. H. SPAAK

For France:

(sd.) MENDES-FRANCE

For the Federal Republic of Germany:

(sd.) ADENAUER

For Italy:

(sd.) G. MARTINO

For Luxembourg:

(sd.) JOS. BECH

For the Netherlands:

(sd.) J. W. BEYEN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(sd.) ANTHONY EDEN

---

Bij het Protocol is een aantal bijlagen gevoegd, bestaande uit brieven, gewisseld tussen de Italiaanse Regering en de Regeringen der overige Staten voor welke het Protocol is ondertekend, alsook tussen de Duitse Bondsregering en de Regeringen der overige Staten voor welke het Protocol is ondertekend. De Engelse tekst en de vertaling in het Nederlands van de tussen de Italiaanse en de Nederlandse Regering, alsook van de tussen de Duitse Bondsregering en de Nederlandse Regering gewisselde brieven luiden als volgt:

I A

Paris, October 23, 1954.

*His Excellency,  
Monsieur Johan Willem Beyen,  
Minister for Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands.*

Your Excellency,

I have the honour to make the following communication to Your Excellency in order to place on record the undertaking of the Italian Government regarding the application and interpretation of Article X (formerly Article VIII), of the Brussels Treaty.

The Italian Government undertake before the Protocol modifying and completing the Brussels Treaty and related Protocols and their Annexes are ratified by the High Contracting Parties, to declare their acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice in accordance with Article X (formerly Article VIII) of the Treaty, having made known to the Parties the reservations accompanying their acceptance.

The Italian Government understand that, in the view of the other High Contracting Parties, paragraph 5 of Article X (formerly Article VIII) of the Treaty leaves the way open for concluding agreements on other means of settling disputes between Them, and that the undertaking in question shall in no way prejudice the possibility of opening discussions immediately with a view to establishing other methods of settling possible disputes in the application or interpretation of the Treaty.

I should be grateful if Your Excellency would confirm that the Netherlands Government agree with this letter. The exchange of letters thus effected will be considered as an Annex to the Protocol modifying and completing the Brussels Treaty, within the meaning of Article IV, paragraph 1., of the said Protocol.

Accept, Your Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(sd.) G. MARTINO

*Minister for Foreign Affairs of  
the Republic of Italy.*

I B

Paris, October 23, 1954.

*His Excellency,  
Professor Gaetano Martino,  
Minister for Foreign Affairs of  
the Republic of Italy.*

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of October 23, 1954, and to state that the Netherlands Government have noted with satisfaction that the Italian Government undertake to declare their acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice in accordance with Article X (formerly Article VIII) of the Brussels Treaty, having made known to the High Contracting Parties the reservations accompanying their acceptance.

I confirm that the Netherlands Government interpret paragraph 5 of Article X (formerly Article VIII) of the Treaty as stated in the third paragraph of Your Excellency's communication.

They also agree to consider this exchange of letters as an Annex to the Protocol Modifying and Completing the Brussels Treaty within the meaning of Article IV, paragraph 1, of the said Protocol.

Accept, Your Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(sd.) J. W. BEYEN

*Minister for Foreign Affairs of  
the Kingdom of the Netherlands.*

---

II A

Paris, October 23, 1954.

*His Excellency,  
Monsieur Johan Willem Beyen,  
Minister for Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands.*

Your Excellency,

I have the honour to make the following communication to Your Excellency in order to place on record the undertaking of the Federal Government regarding the application and interpretation of Article X (formerly Article VIII), of the Brussels Treaty.

The Federal Government undertake before the Protocol modifying and completing the Brussels Treaty and related Protocols and their

Annexes are ratified by the High Contracting Parties, to declare their acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice in accordance with Article X (formerly Article VIII) of the Treaty, having made known to the Parties the reservations accompanying their acceptance.

The Federal Government understand that, in the view of the other High Contracting Parties, paragraph 5 of Article X (formerly Article VIII) of the Treaty leaves the way open for concluding agreements on other means of settling disputes between Them, and that the undertaking in question shall in no way prejudice the possibility of opening discussions immediately with a view to establishing other methods of settling possible disputes in the application or interpretation of the Treaty.

Moreover, in the opinion of the Federal Government, the widening of the Brussels Treaty may give rise to a number of doubts and disputes as to the interpretation and application of the Treaty, the Protocols and their Annexes, which may not be of fundamental importance but mainly of a technical nature. The Federal Government consider that it is desirable to establish another, simpler procedure for the settlement of such matters.

The Federal Government therefore propose that the High Contracting Parties should discuss the problems set out above at once, with a view to reaching agreement on an appropriate procedure.

I should be grateful if Your Excellency would confirm that the Netherlands Government agree with this letter. The exchange of letters thus effected will be considered as an Annex to the Protocol modifying and completing the Brussels Treaty, within the meaning of Article IV, paragraph 1, of the said Protocol.

Accept, Your Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(sd.) ADENAUER

*Chancellor of the Federal Republic  
of Germany,  
Federal Minister for Foreign Affairs.*

---

II B

Paris, October 23, 1954.

*His Excellency,  
Dr. Konrad Adenauer,  
The Chancellor  
of the Federal Republic of Germany.*

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of October 23, 1954 and to state that the Nether-

lands Government have noted with satisfaction that the Government of the Federal Republic of Germany undertake to declare their acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice in accordance with Article X (formerly Article VIII) of the Brussels Treaty, having made known to the High Contracting Parties the reservations accompanying their acceptance.

I confirm that the Netherlands Government interpret paragraph 5 of Article X (formerly Article VIII) of the Treaty as stated in the third paragraph of Your Excellency's communication. With regard to the fourth and fifth paragraphs of Your Excellency's communication, the Netherlands Government are in agreement with the proposal of the Federal Government that the High Contracting Parties should discuss at once the question of establishing an appropriate procedure for the settlement of the possible disputes to which the Federal Government draw attention.

They also agree to consider this exchange of letters as an Annex to the Protocol modifying and completing the Brussels Treaty within the meaning of Article IV, paragraph 1 of the said Protocol.

Accept, Your Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(sd.) J. W. BEYEN

*Minister for Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands.*

---

**Protocole No. II sur les forces de l'Union de l'Europe Occidentale**

Sa Majesté le Roi des Belges, Monsieur le Président de la République Française, Président de l'Union Française, Monsieur le Président de la République Fédérale d'Allemagne, Monsieur le Président de la République Italienne, Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth, signataires du Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles,

Ayant consulté le Conseil de l'Atlantique Nord,

Ont désigné:

Sa Majesté le Roi des Belges

Son Excellence Monsieur Paul-Henri Spaak, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Française, Président de l'Union Française

Son Excellence Monsieur Pierre Mendès-France, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne

Son Excellence Monsieur Conrad Adenauer, Chancelier Fédéral, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Italienne

Son Excellence Monsieur Gaetano Martino, Ministre des Affaires Etrangères,

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg

Son Excellence Monsieur Joseph Bech, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

Son Excellence Monsieur Johan Willem Beyen, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth

pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Très Honorable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères,

**Protocol No. II on Forces of Western European Union**

His Majesty the King of the Belgians, the President of the French Republic, President of the French Union, the President of the Federal Republic of Germany, the President of the Italian Republic, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, Her Majesty the Queen of the Netherlands, and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Signatories of the Protocol Modifying and Completing the Brussels Treaty,

Having consulted the North Atlantic Council,  
Have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Belgians

His Excellency Mr. Paul-Henri Spaak, Minister of Foreign Affairs

The President of the French Republic, President of the French Union

His Excellency Mr. Pierre Mendès-France, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

The President of the Federal Republic of Germany

His Excellency Mr. Konrad Adenauer, Federal Chancellor, Federal Minister of Foreign Affairs

The President of the Italian Republic

His Excellency Mr. Gaetano Martino, Minister of Foreign Affairs

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg

His Excellency Mr. Joseph Bech, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the Netherlands

His Excellency Mr. Johan Willem Beyen, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The Right Honourable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Member of Parliament, Principal Secretary of State For Foreign Affairs,

Conviennent de ce qui suit:

#### Article 1

1. Les forces terrestres et aériennes que chacune des Hautes Parties Contractantes au présent Protocole placera sous le Commandement du Commandant Suprême des forces Alliées en Europe, en temps de paix, sur le continent européen, ne dépasseront pas en effectifs totaux et en nombre de formations:

- (a) pour la Belgique, la France, la République Fédérale d'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, les maxima pour le temps de paix dans l'accord spécial annexé au Traité instituant une Communauté Européenne de Défense signé à Paris le 27 mai 1952;
- (b) pour le Royaume-Uni, quatre divisions et la deuxième force Aérienne tactique;
- (c) pour le Luxembourg, un groupement tactique régimentaire.

2. Le nombre des formations mentionnées au paragraphe 1 peut être mis à jour et adapté, si nécessaire, en fonction des besoins de l'OTAN, à condition que la puissance de combat équivalente et les effectifs totaux ne soient pas dépassés.

3. Cette déclaration de maxima ne constitue pour aucune des Hautes Parties Contractantes l'engagement de mettre sur pied ou de maintenir des forces aux niveaux indiqués, mais réserve aux Hautes Parties Contractantes le droit de le faire si Elles le désirent.

#### Article 2

En ce qui concerne les forces navales, la contribution aux commandements OTAN de chacune des Hautes Parties Contractantes au présent Protocole sera déterminée chaque année au cours de l'Examen Annuel (qui tient compte des recommandations des autorités militaires de l'OTAN). La contribution de la République Fédérale d'Allemagne sera composée des navires et formations qui lui seront nécessaires pour l'exécution des missions défensives que l'Organisation du Conseil de l'Atlantique Nord lui confiera, dans les limites fixées par l'accord spécial mentionné à l'article 1 ou dans les limites d'une puissance de combat équivalente.

#### Article 3

Si, à un moment quelconque au cours de l'Examen Annuel, il est formulé des recommandations qui aient pour effet d'accroître le niveau des forces au-delà des limites spécifiées dans les Articles 1 et 2 ci-dessus, l'acceptation par la Haute Partie Contractante intéressée de ces accroissements recommandés sera soumise à l'approbation à l'unanimité des Hautes Parties Contractantes au présent Protocole exprimée soit au Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale, soit au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.



Have agreed as follows:

#### Article 1

1. The land and air forces which each of the High Contracting Parties to the present Protocol shall place under the Supreme Allied Commander Europe in peacetime on the mainland of Europe shall not exceed in total strength and number of formations:

- (a) for Belgium, France, the Federal Republic of Germany, Italy and the Netherlands, the maxima laid down for peacetime in the Special Agreement annexed to the Treaty on the Establishment of a European Defence Community signed at Paris, on 27th May, 1952; and
- (b) for the United Kingdom, four divisions and the Second Tactical Air Force;
- (c) for Luxembourg, one regimental combat team.

2. The number of formations mentioned in paragraph 1 may be brought up to date and adapted as necessary to make them suitable for the North Atlantic Treaty Organisation, provided that the equivalent fighting capacity and total strengths are not exceeded.

3. The statement of these maxima does not commit any of the High Contracting Parties to build up or maintain forces at these levels, but maintains their right to do so if required.

#### Article 2

As regards naval forces, the contribution to NATO Commands of each of the High Contracting Parties to the present Protocol shall be determined each year in the course of the Annual Review (which takes into account the recommendations of the NATO military authorities). The naval forces of the Federal Republic of Germany shall consist of the vessels and formations necessary for the defensive missions assigned to it by the North Atlantic Treaty Organisation within the limits laid down in the Special Agreement mentioned in Article 1, or equivalent fighting capacity.

#### Article 3

If at any time during the Annual Review recommendations are put forward, the effect of which would be to increase the level of forces above the limits specified in Articles 1 and 2, the acceptance by the country concerned of such recommended increases shall be subject to the unanimous approval of the High Contracting Parties to the present Protocol expressed either in the Council of Western European Union or in the North Atlantic Treaty Organisation.

## Article 4

En vue de pouvoir s'assurer que les limites indiquées aux Articles 1 et 2 ci-dessus sont respectées, le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale recevra périodiquement communication des renseignements recueillis au cours des inspections effectuées par le Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe. Ces renseignements lui seront transmis par un officier de haut rang désigné à cet effet par le Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe.

## Article 5

L'importance des effectifs et des armements des forces de défense intérieure et de police sur le continent européen des Hautes Parties Contractantes au présent Protocole sera fixée par des accords à conclure dans le cadre de l'Organisation de l'Union de l'Europe Occidentale, compte tenu de leurs missions propres, des besoins ainsi que des niveaux existants.

## Article 6

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continuera à maintenir sur le Continent européen, y compris l'Allemagne, la puissance effective des forces britanniques actuellement affectées au Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe, c'est-à-dire quatre divisions, la deuxième force aérienne tactique, ou toutes forces que le Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe estimerait représenter une puissance de combat équivalente.

Elle s'engage à ne pas retirer ces forces contre le désir de la majorité des Hautes Parties Contractantes, qui auraient à prendre leur décision en pleine connaissance du point de vue du Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe. Elle ne sera toutefois pas tenue par cet engagement dans le cas d'une crise grave outre-mer. Si le maintien des forces britanniques sur le Continent européen fait peser, à quelque moment que ce soit, une charge trop lourde sur les finances extérieures du Royaume-Uni, elle priera le Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, par l'intermédiaire du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, de reconsidérer les conditions financières de ce maintien.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Protocole qui est l'un des Protocoles énumérés à l'Article I du Protocole modifiant et complétant le Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le vingt-trois octobre 1954, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui

## Article 4

In order that it may establish that the limits specified in Articles 1 and 2 are being observed, the Council of Western European Union will regularly receive information acquired as a result of inspections carried out by the Supreme Allied Commander Europe. Such information will be transmitted by a high-ranking officer designated for the purpose by the Supreme Allied Commander Europe.

## Article 5

The strength and armaments of the internal defence and police forces on the mainland of Europe of the High Contracting Parties to the present Protocol shall be fixed by agreements within the Organisation of Western European Union, having regard to their proper functions and needs and to their existing levels.

## Article 6

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will continue to maintain on the mainland of Europe, including Germany, the effective strength of the United Kingdom forces which are now assigned to the Supreme Allied Commander Europe, that is to say four divisions and the Second Tactical Air Force, or such other forces as the Supreme Allied Commander Europe regards as having equivalent fighting capacity. She undertakes not to withdraw these forces against the wishes of the majority of the High Contracting Parties who should take their decision in the knowledge of the views of the Supreme Allied Commander Europe. This undertaking shall not, however, bind her in the event of an acute overseas emergency. If the maintenance of the United Kingdom forces on the mainland of Europe throws at any time too great a strain on the external finances of the United Kingdom, she will, through Her Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, invite the North Atlantic Council to review the financial conditions on which the United Kingdom formations are maintained.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol, being one of the Protocols listed in Article I of the Protocol Modifying and Completing the Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris this twenty-third day of October, 1954, in two texts, in the English and French languages, each text being equally

sera déposé dans les archives du Gouvernement belge, et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

Pour la Belgique:

(s.) P. H. SPAAK

Pour la France:

(s.) MENDÈS-FRANCE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) ADENAUER

Pour l'Italie:

(s.) G. MARTINO

Pour le Luxembourg:

(s.) JOS. BECH

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) ANTHONY EDEN

---

authoritative, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other Signatories.

For Belgium:

(sd.) P. H. SPAAK

For France:

(sd.) MENDES-FRANCE

For the Federal Republic of Germany:

(sd.) ADENAUER

For Italy:

(sd.) G. MARTINO

For Luxembourg:

(sd.) JOS. BECH

For the Netherlands:

(sd.) J. W. BEYEN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(sd.) ANTHONY EDEN

---

**Protocole No. III relatif au Contrôle des Armements**

Sa Majesté le Roi des Belges, Monsieur le Président de la République Française, Président de l'Union Française, Monsieur le Président de la République Fédérale d'Allemagne, Monsieur le Président de la République Italienne, Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth, signataires du Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles,

Ont désigné:

Sa Majesté le Roi des Belges

Son Excellence Monsieur Paul-Henri Spaak, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Française, Président de l'Union Française

Son Excellence Monsieur Pierre Mendès-France, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne

Son Excellence Monsieur Conrad Adenauer, Chancelier Fédéral, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Italienne

Son Excellence Monsieur Gaetano Martino, Ministre des Affaires Etrangères,

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg

Son Excellence Monsieur Joseph Bech, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

Son Excellence Monsieur Johan Willem Beyen, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth

pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Très Honorable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères,

**Protocol No. III on the Control of Armaments**

His Majesty the King of the Belgians, the President of the French Republic, President of the French Union, the President of the Federal Republic of Germany, the President of the Italian Republic, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, Her Majesty the Queen of the Netherlands, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Signatories of the Protocol Modifying and Completing the Brussels Treaty,

Have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Belgians

His Excellency Mr. Paul-Henri Spaak, Minister of Foreign Affairs

The President of the French Republic, President of the French Union

His Excellency Mr. Pierre Mendès-France, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

The President of the Federal Republic of Germany

His Excellency Mr. Konrad Adenauer, Federal Chancellor, Federal Minister of Foreign Affairs

The President of the Italian Republic

His Excellency Mr. Gaetano Martino, Minister of Foreign Affairs

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg

His Excellency Mr. Joseph Bech, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the Netherlands

His Excellency Mr. Johan Willem Beyen, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The Right Honourable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Member of Parliament, Principal Secretary of State For Foreign Affairs,

Sont convenus des dispositions suivantes:

*Section I — Armements dont la fabrication est interdite*

Article 1

Les Hautes Parties Contractantes de l'Union de l'Europe Occidentale en en prenant acte donnent leur accord à la déclaration du Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne (fait à Londres le 3 octobre 1954 et jointe au présent document en Annexe I), aux termes de laquelle la République Fédérale d'Allemagne s'est engagée à ne pas fabriquer sur son territoire d'armes atomiques, biologiques et chimiques. Les types d'armements mentionnés dans le présent Article sont définis dans l'Annexe II. Les définitions de ces types d'armement seront précisées et mises à jour par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale.

Article 2

Les Hautes Parties Contractantes membres de l'Union de l'Europe Occidentale en en prenant également acte donnent leur accord à l'engagement pris par le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne dans la même déclaration et aux termes duquel certains autres types d'armements ne seront pas fabriqués sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne sous la réserve que si, pour répondre aux besoins des forces armées qui lui sont affectées, une recommandation d'amendement ou d'annulation du contenu de la liste de ces armements est présentée par le Commandant Suprême compétent de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et si le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne soumet une demande à cet effet, cet amendement ou cette annulation pourra être effectué par décision du Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale, à la majorité des deux tiers. Les types d'armements visés dans le présent Article sont énumérés à l'Annexe III.

*Section II — Armements soumis au contrôle*

Article 3

Lorsque la fabrication des armes atomiques, biologiques et chimiques dans les territoires continentaux des Hautes Parties Contractantes qui n'auront pas renoncé au droit de produire ces armements, aura dépassé le stade expérimental et sera entré dans la phase de production effective, le niveau des stocks que les Hautes Parties Contractantes intéressées seront autorisées à détenir sur le continent européen sera fixé par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale à la majorité des voix.



Have agreed as follows:

*Part I — Armaments not to be manufactured*

Article 1

The High Contracting Parties, members of Western European Union, take note of and record their agreement with the Declaration of the Chancellor of the Federal Republic of Germany (made in London on 3rd October, 1954, and annexed hereto as Annex I) in which the Federal Republic of Germany undertook not to manufacture in its territory atomic, biological and chemical weapons. The types of armaments referred to in this Article are defined in Annex II. These armaments shall be more closely defined and the definitions brought up to date by the Council of Western European Union.

Article 2

The High Contracting Parties, members of Western European Union, also take note of and record their agreement with the undertaking given by the Chancellor of the Federal Republic of Germany in the same Declaration that certain further types of armaments will not be manufactured in the territory of the Federal Republic of Germany, except that if in accordance with the needs of the armed forces a recommendation for an amendment to, or cancellation of, the content of the list of these armaments is made by the competent Supreme Commander of the North Atlantic Treaty Organisation, and if the Government of the Federal Republic of Germany submits a request accordingly, such an amendment or cancellation may be made by a resolution of the Council of Western European Union passed by a two-thirds majority. The types of armaments referred to in this Article are listed in Annex III.

*Part II — Armaments to be controlled*

Article 3

When the development of atomic, biological and chemical weapons in the territory on the mainland of Europe of the High Contracting Parties who have not given up the right to produce them has passed the experimental stage and effective production of them has started there, the level of stocks that the High Contracting Parties concerned will be allowed to hold on the mainland of Europe shall be decided by a majority vote of the Council of Western European Union.

## Article 4

Sans porter atteinte aux dispositions des Articles précédents, les types d'armements énumérés à l'Annexe IV seront contrôlés dans la mesure et selon la procédure indiquées dans le Protocole No. IV.

## Article 5

Le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale pourra modifier la liste figurant en Annexe IV par décision prise à l'unanimité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Protocole qui est l'un des Protocoles énumérés à l'Article I du Protocole modifiant et complétant le Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris le vingt-trois octobre 1954, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Belge et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

Pour la Belgique:

(s.) P. H. SPAAK

Pour la France:

(s.) MENDÈS-FRANCE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) ADENAUER

Pour l'Italie:

(s.) G. MARTINO

Pour le Luxembourg:

(s.) JOS. BECH

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) ANTHONY EDEN

---

## Article 4

Without prejudice to the foregoing Articles, the types of armaments listed in Annex IV will be controlled to the extent and in the manner laid down in Protocol No. IV.

## Article 5

The Council of Western European Union may vary the list in Annex IV by unanimous decision.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol, being one of the Protocols listed in Article I of the Protocol Modifying and Completing the Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris on the twenty-third day of October 1954, in two texts, in the English and French languages, each text being equally authoritative, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other Signatories.

For Belgium:

(sd.) P. H. SPAAK

For France:

(sd.) MENDES-FRANCE

For the Federal Republic of Germany:

(sd.) ADENAUER

For Italy:

(sd.) G. MARTINO

For Luxembourg:

(sd.) JOS. BECH

For the Netherlands:

(sd.) J. W. BEYEN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(sd.) ANTHONY EDEN

---

## ANNEXE I

Le Chancelier de la République Fédérale a déclaré que:

La République Fédérale s'engage à ne fabriquer sur son territoire aucune arme atomique, chimique ou biologique telles qu'elles sont définies aux paragraphes I, II et III de la liste ci-jointe; <sup>1)</sup>

elle s'engage, de plus, à ne pas fabriquer sur son territoire les armes définies aux paragraphes IV, V et VI de la liste ci-jointe <sup>2)</sup>. Sur demande de la République Fédérale, le contenu des paragraphes IV, V et VI peut être amendé ou supprimé par décision du Conseil des Ministres de Bruxelles, prise à la majorité des deux tiers, si, conformément aux besoins des forces armées, une demande à cet effet est présentée par le Commandant en Chef compétent de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;

la République Fédérale accepte que l'autorité compétente de l'Organisation du Pacte de Bruxelles exerce un contrôle en vue de s'assurer du respect de ces engagements.

## ANNEXE II

Cette liste comprend les armes définies aux paragraphes I à III ci-dessous et les moyens de production spécialement conçus pour leur production. Sont exclus de cette définition tout dispositif ou partie constituante, appareil, moyen de production, produit et organisme utilisés pour des besoins civils ou servant à la recherche scientifique, médicale et industrielle, dans les domaines de la science fondamentale et de la science appliquée.

I. *Arme Atomique*

- (a) L'arme atomique est définie comme toute arme qui contient ou est conçue pour contenir ou utiliser un combustible nucléaire ou des isotopes radio-actifs et qui, par explosion ou autre transformation nucléaire non contrôlée ou par radio-activité du combustible nucléaire ou des isotopes radio-actifs, est capable de destruction massive, dommages généralisés ou empoisonnements massifs.
- (b) Est, en outre, considérée comme arme atomique, toute pièce, tout dispositif, toute partie constituante ou toute substance, spécialement conçus ou essentiels pour une arme définie au paragraphe (a).

---

<sup>1)</sup> Reproduite en Annexe II.

<sup>2)</sup> Reproduite en Annexe III.

## ANNEX I

The Federal Chancellor declares:

that the Federal Republic undertakes not to manufacture in its territory any atomic weapons, chemical weapons or biological weapons, as detailed in paragraphs I, II and III of the attached list <sup>1)</sup>;

that it undertakes further not to manufacture in its territory such weapons as those detailed in paragraphs IV, V and VI of the attached list <sup>2)</sup>. Any amendment to or cancellation of the substance of paragraphs IV, V and VI <sup>2)</sup> can, on the request of the Federal Republic, be carried out by a resolution of the Brussels Council of Ministers by a two-thirds majority, if in accordance with the needs of the armed forces a request is made by the competent Supreme Commander of the North Atlantic Treaty Organisation;

that the Federal Republic agrees to supervision by the competent authority of the Brussels Treaty Organisation to ensure that these undertakings are observed.

---

  
ANNEX II

This list comprises the weapons defined in paragraphs I to III and the factories earmarked solely for their production. All apparatus, parts, equipment, installations, substances and organisms, which are used for civilian purposes or for scientific, medical and industrial research in the fields of pure and applied science shall be excluded from this definition.

*I. Atomic Weapons*

- (a) An atomic weapon is defined as any weapon which contains, or is designed to contain or utilise, nuclear fuel or radioactive isotopes and which, by explosion or other uncontrolled nuclear transformation of the nuclear fuel, or by radioactivity of the nuclear fuel or radioactive isotopes, is capable of mass destruction, mass injury or mass poisoning.
- (b) Furthermore, any part, device, assembly or material especially designed for, or primarily useful in, any weapon as set forth under paragraph (a), shall be deemed to be an atomic weapon.

---

<sup>1)</sup> Reproduced in Annex II.

<sup>2)</sup> Reproduced in Annex III.

- (c) Sont compris dans le terme „combustible nucléaire”, tel qu'il est utilisé dans la précédente définition le plutonium, l'uranium 233, l'uranium 235 (y compris l'uranium 235 contenu dans l'uranium enrichi à plus de 2.1 p. 100 en poids d'uranium 235) et toute autre substance capable de libérer des quantités appréciables d'énergie atomique par fission nucléaire ou par fusion ou par une autre réaction nucléaire de la substance. Les substances ci-dessus doivent être considérées comme combustible nucléaire, quel que soit l'état chimique ou physique sous lequel elles se trouvent.

## II. *Arme Chimique*

- (a) L'arme chimique est définie comme tout équipement ou appareil spécialement conçu pour l'utilisation à des fins militaires des propriétés asphyxiantes, toxiques, irritantes, paralysantes, régulatrices de croissance, anti-lubrifiantes ou catalytiques d'une substance chimique quelconque.
- (b) Sous réserve des dispositions du paragraphe (c), les produits chimiques ayant de telles propriétés et susceptibles d'être utilisés dans les équipements ou appareils mentionnés dans le paragraphe (a) sont considérés comme compris dans cette définition.
- (c) Les appareils et les quantités de produits chimiques mentionnés dans les paragraphes (a) et (b) qui n'excèdent pas les besoins civils du temps de paix sont considérés comme exclus de cette définition.

## III. *Arme Biologique*

- (a) L'arme biologique est définie comme tout équipement ou appareil spécialement conçu pour utiliser à des fins militaires des insectes nuisibles ou d'autres organismes vivants ou morts ou leurs produits toxiques.
- (b) Sous réserve des dispositions du paragraphe (c), les insectes, organismes et leurs produits toxiques, de nature et en quantité telle qu'elles puissent être utilisées dans les équipements ou appareils mentionnés dans le paragraphe (a), sont considérés comme compris dans cette définition.
- (c) Les équipements, les appareils et les quantités d'insectes, organismes et leurs produits toxiques mentionnés dans les paragraphes (a) et (b) qui n'excèdent pas les besoins civils du temps de paix sont considérés comme exclus de cette définition.
-

- (c) Nuclear fuel as used in the preceding definition includes plutonium, Uranium 233, Uranium 235 (including Uranium 235 contained in Uranium enriched to over 2.1 per cent by weight of Uranium 235) and any other material capable of releasing substantial quantities of atomic energy through nuclear fission or fusion or other nuclear reaction of the material. The foregoing materials shall be considered to be nuclear fuel regardless of the chemical or physical form in which they exist.

## II. *Chemical Weapons*

- (a) A chemical weapon is defined as any equipment or apparatus expressly designed to use, for military purposes, the asphyxiating, toxic, irritant, paralyzant, growth-regulating, anti-lubricating or catalysing properties of any chemical substance.
- (b) Subject to the provisions of paragraph (c), chemical substances, having such properties and capable of being used in the equipment or apparatus referred to in paragraph (a), shall be deemed to be included in this definition.
- (c) Such apparatus and such quantities of the chemical substances as are referred to in paragraphs (a) and (b) which do not exceed peaceful civilian requirements shall be deemed to be excluded from this definition.

## III. *Biological Weapons*

- (a) A biological weapon is defined as any equipment or apparatus expressly designed to use, for military purposes, harmful insects or other living or dead organisms, or their toxic products.
- (b) Subject to the provisions of paragraph (c), insects, organisms and their toxic products of such nature and in such amounts as to make them capable of being used in the equipment or apparatus referred to in paragraph (a) shall be deemed to be included in this definition.
- (c) Such equipment or apparatus and such quantities of the insects, organisms and their toxic products as are referred to in paragraphs (a) and (b) which do not exceed peaceful civilian requirements shall be deemed to be excluded from the definition of biological weapons.
-

## ANNEXE III

Cette liste comprend les armes définies aux paragraphes IV à VI ci-dessous et les moyens de production spécialement conçus pour leur production. Sont exclus de cette définition tout dispositif ou partie constituante, appareil, moyen de production, produit et organisme utilisés pour des besoins civils ou servant à la recherche scientifique, médicale et industrielle dans les domaines de la science fondamentale et de la science appliquée.

IV. *Engins à longue portée, engins guidés et mines à influence*

- (a) Sous réserve des dispositions du paragraphe (d), les engins à longue portée et les engins guidés sont définis comme des engins tels que leur vitesse ou leur direction de marche puisse être influencée après le moment du lancement par un dispositif ou mécanisme placé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'engin, y compris les armes du type V mises au point au cours de la dernière guerre et leurs modifications ultérieures. La combustion est considérée comme un mécanisme qui peut influencer la vitesse.
- (b) Sous réserve des dispositions du paragraphe (d), les mines à influence sont définies comme des mines navales dont l'explosion peut être déclenchée automatiquement par des influences qui émanent seulement de sources extérieures, y compris les mines à influence mises au point au cours de la récente guerre et leurs modifications ultérieures.
- (c) Les pièces, dispositifs ou parties constituantes spécialement conçus pour être employés dans/ou avec les armes mentionnées dans les paragraphes (a) et (b) sont considérés comme inclus dans cette définition.
- (d) Sont considérés comme exclus de cette définition les fusées de proximité et les engins guidés à courte portée pour la défense anti-aérienne répondant aux caractéristiques maximales suivantes:
- longueur, 2 mètres;
  - diamètre, 30 centimètres;
  - vitesse, 660 mètres-seconde;
  - portée, 32 kilomètres;
  - poids de l'ogive et de la charge explosive, 22,5 kilogrammes.



## ANNEX III

This list comprises the weapons defined in paragraphs IV to VI and the factories earmarked solely for their production. All apparatus, parts, equipment, installations, substances and organisms, which are used for civilian purposes or for scientific, medical and industrial research in the fields of pure and applied science shall be excluded from this definition.

IV. *Long-range Missiles, Guided Missiles and Influence Mines*

- (a) Subject to the provisions of paragraph (d), long-range missiles and guided missiles are defined as missiles such that the speed or direction of motion can be influenced after the instant of launching by a device or mechanism inside or outside the missile, including V-type weapons developed in the recent war and subsequent modifications thereof. Combustion is considered as a mechanism which may influence the speed.
- (b) Subject to the provisions of paragraph (d), influence mines are defined as naval mines which can be exploded automatically by influences which emanate solely from external sources, including influence mines developed in the recent war and subsequent modifications thereof.
- (c) Parts, devices or assemblies specially designed for use in or with the weapons referred to in paragraphs (a) and (b) shall be deemed to be included in this definition.
- (d) Proximity fuses, and short-range guided missiles for anti-aircraft defence with the following maximum characteristics are regarded as excluded from this definition:

Length, 2 metres;

Diameter, 30 centimetres;

Speed, 660 metres per second;

Ground range, 32 kilometres;

Weight of war-head, 22.5 kilogrammes.

V. *Navires de guerre autres que les petits bâtiments défensifs*

Par „navires de guerre autres que les petits bâtiments défensifs”, il faut entendre:

- (a) les navires de guerre d'un déplacement supérieur à 3.000 tonnes;
- (b) les sous-marins d'un déplacement supérieur à 350 tonnes;
- (c) les navires de guerre propulsés autrement que par des machines à vapeur, des moteurs Diesel ou à essence, des turbines à gaz ou des moteurs à réaction.

VI. *Appareils d'aviation de bombardement stratégique*

---

ANNEXE IV

**Liste des types d'armements à contrôler**

1. (a) armes atomiques  
 (b) armes biologiques  
 (c) et armes chimiques  
 répondant aux définitions qui seront approuvées par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale, ainsi qu'il est indiqué à l'Article 1 du présent Protocole.
2. Tous canons, obusiers et mortiers de n'importe quels types et de n'importe quels emplois d'un calibre supérieur à 90 mm y compris la pièce constituante suivante de ces armes: à savoir la masse oscillante.
3. Tous engins guidés.  
*Définition:* Les engins guidés sont tels que leur vitesse ou leur direction de marche puisse être influencée après le moment du lancement par un dispositif ou mécanisme placé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'engin, y compris les armes du type V mises au point au cours de la dernière guerre et leurs modifications ultérieures. La combustion est considérée comme un mécanisme qui peut influencer la vitesse.
4. Autres engins autopropulsés d'un poids dépassant 15 kg en ordre de marche.
5. Mines de tous types, excepté les mines anti-chars et anti-personnel.

V. *Warships, with the exception of smaller ships for defence purposes*

"Warships, with the exception of smaller ships for defence purposes are:

- (a) Warships of more than 3,000 tons displacement;
- (b) Submarines of more than 350 tons displacement;
- (c) All warships which are driven by means other than steam, Diesel or petrol engines or by gas turbines or by jet engines."

VI. *Bomber aircraft for strategic purposes*

---

ANNEX IV

**List of types of armaments to be controlled**

- 1. (a) Atomic
- (b) biological, and
- (c) chemical weapons.

In accordance with definitions to be approved by the Council of Western European Union as indicated in Article I of the present Protocol.

- 2. All guns, howitzers and mortars of any types and of any rôles of more than 90 mm. calibre including the following component for these weapons, viz., the elevating mass.
- 3. All guided missiles.  
*Definition:* Guided missiles are such that the speed or direction or motion can be influenced after the instant of launching by a device or mechanism inside or outside the missile; these include V-type weapons developed in the recent war and modifications thereto. Combustion is considered as a mechanism which may influence the speed.
- 4. Other self-propelled missiles of a weight exceeding 15 kilograms in working order.
- 5. Mines of all types except anti-tank and anti-personnel mines.

6. Chars de combat, y compris les parties constituantes suivantes de ces chars, à savoir:
    - (a) masse oscillante;
    - (b) tourelles coulées et/ou tourelles en plaques assemblées.
  7. Autres véhicules de combat blindés d'un poids total supérieur à 10 tonnes métriques.
  8. (a) navires de guerre d'un déplacement supérieur à 1500 tonnes;
    - (b) sous-marins;
    - (c) navires de guerre propulsés autrement que par des machines à vapeur, par des moteurs diesel ou à essence, ou par des turbines à gaz;
    - (d) embarcations de faible déplacement pouvant atteindre une vitesse de plus de 30 noeuds, équipées d'un armement offensif.
  9. Bombes d'avions de plus de 1.000 kgs.
  10. Munitions pour les armes indiquées au paragraphe 2 ci-dessus.
  11. (a) Aéronefs militaires complets autres que:
    - (i) tous les aéronefs d'entraînement, à l'exception des types opérationnels utilisés aux fins d'entraînement;
    - (ii) les aéronefs militaires de transport et de liaison;
    - (iii) les hélicoptères.
  - (b) Cellules, c'est-à-dire celles qui sont essentiellement ou exclusivement construites pour des aéronefs militaires, à l'exception des aéronefs indiqués en (i), (ii) et (iii) ci-dessus;
  - (c) moteurs à réaction, moteurs à turbo-propulsion et moteurs-fusées lorsque ceux-ci constituent la principale source d'énergie motrice.
-

6. Tanks, including the following component parts for these tanks, viz:
    - (a) the elevating mass;
    - (b) turret castings and/or plate assembly.
  7. Other armoured fighting vehicles of an overall weight of more than 10 metric tons.
  8. (a) Warships over 1,500 tons displacement;
    - (b) submarines;
    - (c) all warships powered by means other than steam, diesel or petrol engines or gas turbines;
    - (d) small craft capable of a speed of over 30 knots, equipped with offensive armament.
  9. Aircraft bombs of more than 1,000 kilogrammes.
  10. Ammunition for the weapons described in paragraph 2 above.
  11. (a) Complete military aircraft other than:
    - (i) all training aircraft except operational types used for training purposes;
    - (ii) military transport and communication aircraft;
    - (iii) helicopters;(b) air frames, specifically and exclusively designed for military aircraft except those at (i), (ii) and (iii) above;
    - (c) jet engines, turbo-propeller engines and rocket motors, when these are the principal motive power.
-

**Protocole No. IV relatif à l'Agence de l'Union de l'Europe  
Occidentale pour le Contrôle des Armements**

Sa Majesté le Roi des Belges, Monsieur le Président de la République Française, Président de l'Union Française, Monsieur le Président de la République Fédérale d'Allemagne, Monsieur le Président de la République Italienne, son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth, signataires du Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles,

Ayant décidé, conformément à l'Article IV du Protocole modifiant et complétant le Traité, de créer une Agence pour le Contrôle des Armements,

Ont désigné:

Sa Majesté le Roi des Belges

Son Excellence Monsieur Paul-Henri Spaak, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Française, Président de l'Union Française

Son Excellence Monsieur Pierre Mendès-France, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne

Son Excellence Monsieur Conrad Adenauer, Chancelier Fédéral, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Italienne

Son Excellence Monsieur Gaetano Martino, Ministre des Affaires Etrangères,

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg

Son Excellence Monsieur Joseph Bech, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

Son Excellence Monsieur Johan Willem Beyen, Ministre des Affaires Etrangères,

**Protocol No. IV on the Agency of Western European  
Union for the Control of Armaments**

His Majesty the King of the Belgians, the President of the French Republic, President of the French Union, the President of the Federal Republic of Germany, the President of the Italian Republic, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, Her Majesty the Queen of the Netherlands, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Signatories of the Protocol Modifying and Completing the Brussels Treaty,

Having agreed in accordance with Article IV of the Protocol Modifying and Completing the Treaty, to establish an Agency for the Control of Armaments,

Have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Belgians

His Excellency Mr. Paul-Henri Spaak, Minister of Foreign Affairs

The President of the French Republic, President of the French Union

His Excellency Mr. Pierre Mendès-France, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

The President of the Federal Republic of Germany

His Excellency Mr. Konrad Adenauer, Federal Chancellor, Federal Minister of Foreign Affairs

The President of the Italian Republic

His Excellency Mr. Gaetano Martino, Minister of Foreign Affairs

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg

His Excellency Mr. Joseph Bech, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Her Majesty the Queen of the Netherlands

His Excellency Mr. Johan Willem Beyen, Minister of Foreign Affairs

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth

pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Très Honorable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères,

Sont convenus des dispositions suivantes:

### *Section I — Constitution*

#### Article I

L'Agence pour le Contrôle des Armements (dénommée ci-après „l'Agence”) sera responsable envers le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale (dénommé ci-après „le Conseil”). Elle sera composée d'un Directeur assisté d'un Directeur Adjoint et d'un personnel recruté dans une proportion équitable parmi les ressortissants des Hautes Parties Contractantes membres de l'Union de l'Europe Occidentale.

#### Article 2

Le Directeur et son personnel, y compris les fonctionnaires qui pourraient être mis à la disposition de l'Agence par les Etats membres, seront soumis au contrôle administratif général du Secrétaire Général de l'Union de l'Europe Occidentale.

#### Article 3

Le Directeur sera nommé par décision unanime du Conseil pour une durée de cinq ans et ne sera pas rééligible. Il sera responsable du choix de son personnel conformément au principe énoncé à l'Article 1 et en consultation avec chacun des Etats membres intéressés. Avant de pourvoir le poste de Directeur Adjoint et ceux de Chef des Sections de l'Agence, il soumettra les noms des personnes à désigner à l'approbation du Conseil.

#### Article 4

1. Le Directeur adressera au Secrétaire Général, pour être soumis au Conseil, un plan d'organisation de l'Agence. Cette organisation devrait comporter différentes sections chargées respectivement:

- (a) de l'étude des rapports statistiques et budgétaires que fourniront les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale et les autorités appropriées de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;
- (b) des sondages, visites et inspections;
- (c) de l'administration.

2. L'organisation de l'Agence pourra être modifiée par décision du Conseil.



Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The Right Honourable Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Member of Parliament, Principal Secretary of State For Foreign Affairs,

Have agreed as follows:

*Part I — Constitution*

Article 1

The Agency for the Control of Armaments (hereinafter referred to as “the Agency”) shall be responsible to the Council of Western European Union (hereinafter referred to as “the Council”). It shall consist of a Director assisted by a Deputy Director, and supported by a staff drawn equitably from nationals of the High Contracting Parties, Members of Western European Union.

Article 2

The Director and his staff, including any officials who may be put at the disposal of the Agency by States Members, shall be subject to the general administrative control of the Secretary General of Western European Union.

Article 3

The Director shall be appointed by unanimous decision of the Council for a period of five years and shall not be eligible for re-appointment. He shall be responsible for the selection of his staff in accordance with the principle mentioned in Article 1 and in consultation with the individual States Members concerned. Before filling the posts of Deputy Director and of the Heads of Departments of the Agency, the Director shall obtain from the Council approval of the persons to be appointed.

Article 4

1. The Director shall submit to the Council, through the Secretary General, a plan for the organisation of the Agency. The organisation should provide for departments dealing respectively with:

- (a) the examination of statistical and budgetary information to be obtained from the members of Western European Union and from the appropriate NATO authorities;
- (b) inspections, test checks and visits;
- (c) administration.

2. The organisation may be modified by decision of the Council.

## Article 5

Les dépenses de fonctionnement de l'Agence figureront dans le budget de l'Union de l'Europe Occidentale. Le Directeur adressera chaque année au Secrétaire Général, pour être soumis au Conseil, une estimation de ces dépenses.

## Article 6

Les fonctionnaires de l'Agence seront liés par toutes les dispositions du Code de Sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Ils ne devront en aucun cas divulguer les renseignements qu'ils auront obtenus à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions officielles, si ce n'est, et exclusivement, dans l'accomplissement de leurs obligations à l'égard de l'Agence.

*Section II — Fonctions*

## Article 7

1. L'Agence aura pour tâches:
  - (a) de s'assurer que les engagements figurant dans le Protocole No. III de ne pas fabriquer certains types d'armements mentionnés dans les Annexes II et III audit Protocole sont respectés;
  - (b) de contrôler, conformément aux dispositions de la Section III du présent Protocole, les niveaux des stocks d'armements, des types mentionnés en Annexe IV au Protocole No III qui sont détenus par chaque Etat membre de l'Union de l'Europe Occidentale sur le continent européen. Ce contrôle s'appliquera à la production et aux importations, dans la mesure nécessaire pour rendre effectif le contrôle des stocks.
2. Pour l'exécution des tâches mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, l'Agence:
  - (a) procédera à l'examen des documents statistiques et budgétaires qui lui seront fournis par les pays membres et par les autorités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;
  - (b) effectuera, sur le continent européen, les sondages, visites et inspections dans les usines, les dépôts, et auprès des forces (autres que les dépôts et les forces sous l'autorité de l'OTAN);
  - (c) fera rapport au Conseil.

## Article 8

En ce qui concerne les forces et dépôts placés sous l'autorité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, les sondages, visites et inspections seront effectués par les autorités appropriées de l'Organisation de l'Atlantique Nord. Dans le cas des forces et dépôts placés

## Article 5

The costs of maintaining the Agency shall appear in the budget of Western European Union. The Director shall submit, through the Secretary General, to the Council an annual estimate of these costs.

## Article 6

Officials of the Agency shall be bound by the full NATO code of security. They shall in no circumstances reveal information obtained in connexion with the execution of their official tasks except and only in the performance of their duties towards the Agency.

*Part II — Functions*

## Article 7

1. The tasks of the Agency shall be:
  - (a) to satisfy itself that the undertakings set out in Protocol No. III not to manufacture certain types of armaments mentioned in Annexes II and III to that Protocol are being observed;
  - (b) to control, in accordance with Part III of the present Protocol, the level of stocks of armaments of the types mentioned in Annex IV to Protocol No. III held by each member of Western European Union on the mainland of Europe. This control shall extend to production and imports to the extent required to make the control of stocks effective.
2. For the purposes mentioned in paragraph 1 of this Article, the Agency shall:
  - (a) scrutinise statistical and budgetary information supplied by members of Western European Union and by the NATO authorities;
  - (b) undertake on the mainland of Europe test checks, visits and inspections at production plants, depots and forces (other than depots or forces under NATO authority);
  - (c) report to the Council.

## Article 8

With respect to forces and depots under NATO authority, test checks, visits and inspections shall be undertaken by the appropriate authorities of the North Atlantic Treaty Organisation. In the case of the forces and depots under the Supreme Allied Commander

sous l'autorité du Commandant des Forces Alliées en Europe, l'Agence recevra communication des renseignements qui seront fournis au Conseil par l'intermédiaire de l'officier de haut rang qui sera désigné par ce Commandant Suprême.

#### Article 9

L'activité de l'Agence sera limitée au continent européen.

#### Article 10

L'Agence portera son attention sur la fabrication des matériels finis et des éléments constitutifs énumérés dans les Annexes II, III et IV au Protocole No. III et non sur les procédés de fabrication. Elle veillera à ce que les matériels et produits destinés au secteur civil ne soient pas soumis à contrôle.

#### Article 11

Les inspections effectuées par l'Agence ne seront pas périodiques mais elles prendront la forme de vérifications effectuées à intervalles irréguliers. Ces inspections seront conduites dans un esprit d'harmonie et de coopération. Le Directeur soumettra au Conseil des règlements détaillés sur la conduite de ces inspections qui prévoiront entre autres, une garantie d'ordre juridictionnel appropriée sauvegardant les intérêts privés.

#### Article 12

Pour leurs sondages, visites et inspections, les membres de l'Agence recevront, sur leur demande, libre accès aux usines et dépôts, et communications des comptes et documents nécessaires. L'Agence et les autorités nationales coopéreront dans l'exécution de ces sondages, visites et inspections; les autorités nationales pourront, en particulier, participer sur leur demande à ces opérations.

### *Section III — Niveaux des stocks d'Armements*

#### Article 13

1. Chaque Etat membre de l'Union de l'Europe Occidentale fournira chaque année à l'Agence, en ce qui concerne ses forces sous commandement OTAN stationnées sur le continent européen les états suivants:

- (a) quantités totales des armements des types mentionnés en Annexe IV au Protocole No. III qui lui sont nécessaires, en fonction de ces effectifs;
- (b) quantités de ces armements détenues au début de l'année de contrôle;
- (c) programmes destinés à atteindre les quantités totales mentionnées à l'alinéa (a) au moyen:

Europe, the Agency shall receive notification of the information supplied to the Council through the medium of the high-ranking officer to be designated by him.

#### Article 9

The operations of the Agency shall be confined to the mainland of Europe.

#### Article 10

The Agency shall direct its attention to the production of end-items and components listed in Annexes II, III and IV of Protocol No. III, and not to processes. It shall ensure that materials and products destined for civilian use are excluded from its operations.

#### Article 11

Inspections by the Agency shall not be of a routine character, but shall be in the nature of tests carried out at irregular intervals. Such inspections shall be conducted in a spirit of harmony and co-operation. The Director shall propose to the Council detailed regulations for the conduct of the inspections providing, inter alia, for due process of law in respect of private interests.

#### Article 12

For their test checks, visits and inspections the members of the Agency shall be accorded free access on demand to plants and depots, and the relevant accounts and documents shall be made available to them. The Agency and national authorities shall cooperate in such checks and inspections, and in particular national authorities may, at their own request, take part in them.

### *Part III — Levels of Stocks of Armaments*

#### Article 13

1. Each member of Western European Union shall, in respect of its forces under NATO authority stationed on the mainland of Europe, furnish annually to the Agency statements of:

- (a) the total quantities of armaments of the types mentioned in Annex IV to Protocol No. III required in relation to its forces;
- (b) the quantities of such armaments currently held at the beginning of the control years;
- (c) the programmes for attaining the total quantities mentioned in (a) by:

- (i) de sa production nationale;
- (ii) d'achats à l'étranger;
- (iii) d'une aide extérieure en matériels militaires.

2. Les mêmes états seront également fournis chaque année par les membres de l'Union de l'Europe Occidentale au sujet de leurs forces de défense intérieure et de police et des autres forces sous contrôle national, stationnées sur le continent européen, y compris un état des stocks détenus sur le continent européen et destinés aux forces stationnées outre-mer.

3. Ces communications devront être coordonnées avec celles qui sont fournies à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

#### Article 14

En ce qui concerne les forces sous commandement OTAN, l'Agence déterminera, en consultation avec les autorités militaires appropriées de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, si les quantités totales mentionnées à l'Article 13 correspondent aux quantités reconnues comme nécessaires pour les unités des puissances intéressées qui sont affectées au commandement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et sont conformes aux conclusions et indications qui figurent dans les documents approuvés par le Conseil de l'Atlantique Nord dans le cadre de l'Examen Annuel.

#### Article 15

En ce qui concerne les forces de défense intérieure et de police, les quantités totales d'armements que l'Agence devra accepter comme appropriées seront celles qui seront notifiées par les gouvernements membres, à condition qu'elles n'excèdent pas les limites fixées dans les accords qui seront ultérieurement conclus par les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale au sujet de l'importance des effectifs et des armements de leurs forces de défense intérieure et de police sur le continent européen.

#### Article 16

En ce qui concerne les autres forces restant sous contrôle national, les quantités totales d'armements que l'Agence devra accepter comme appropriées seront celles qui lui auront été notifiées par les Etats membres.

#### Article 17

Les chiffres communiqués par les Etats membres aux termes des Articles 15 et 16 pour les quantités totales d'armements devront correspondre aux effectifs et aux missions des forces intéressées.

- (i) manufacture in its own territory;
- (ii) purchase from another country;
- (iii) end-item aid from another country.'

2. Such statements shall also be furnished by each member of Western European Union in respect of its internal defence and police forces and its other forces under national control stationed on the mainland of Europe including a statement of stocks held there for its forces stationed overseas.

3. The statements shall be correlated with the relevant submissions to the North Atlantic Treaty Organisation.

#### Article 14

As regards the forces under NATO authority, the Agency shall verify in consultation with the appropriate NATO authorities that the total quantities stated under Article 13 are consistent with the quantities recognised as required by the units of the members concerned under NATO authority, and with the conclusions and data recorded in the documents approved by the North Atlantic Council in connexion with the NATO Annual Review.

#### Article 15

As regards internal defence and police forces, the total quantities of their armaments to be accepted as appropriate by the Agency shall be those notified by the members, provided that they remain within the limits laid down in the further agreements to be concluded by the members of Western European Union on the strength and armaments of the internal defence and police forces on the mainland of Europe.

#### Article 16

As regards other forces remaining under national control, the total quantities of their armaments to be accepted as appropriate by the Agency shall be those notified to the Agency by the members.

#### Article 17

The figures furnished by members for the total quantities of armaments under Articles 15 and 16 shall correspond to the size and mission of the forces concerned.

## Article 18

Les dispositions des Articles 14 et 17 ne s'appliqueront pas aux autres Parties Contractantes et aux catégories d'armes visées à l'Article 3 du Protocole No. III. Les stocks desdites armes seront déterminés conformément à la procédure prévue audit article et seront notifiées à l'Agence par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale.

## Article 19

Les chiffres recueillis par l'Agence aux termes des Articles 14, 15, 16 et 18 seront communiqués au Conseil comme représentant, pour l'année de contrôle en cours, les niveaux appropriés pour les Etats membres. Toute divergence entre les quantités indiquées aux termes du paragraphe 1 de l'Article 13 et les quantités reconnues comme nécessaires aux termes de l'Article 14 sera également portée à la connaissance du Conseil.

## Article 20

1. L'Agence fera immédiatement rapport au Conseil si une inspection ou des renseignements provenant d'autres sources, lui ont révélé:

- (a) la fabrication d'une catégorie d'armements que le gouvernement membre intéressé s'est engagé à ne pas produire;
- (b) l'existence de stocks d'armements excédant les chiffres et quantités déterminés conformément aux dispositions des Articles 19 et 22.

2. Si le Conseil estime que la situation qui lui a été signalée par l'Agence révèle une infraction de peu d'importance et qu'il peut y être porté remède par une action locale rapide, il en avisera l'Agence et l'Etat intéressé qui prendra les mesures nécessaires.

3. Dans les autres cas d'infractions, le Conseil invitera l'Etat en cause à fournir des explications dans un délai que le Conseil fixera; s'il estime celle-ci insuffisante, il prendra les mesures qu'il jugera nécessaires selon une procédure qu'il déterminera.

4. Les décisions du Conseil en application du présent Article seront prises à la majorité.

## Article 21

Les Etats membres notifieront à l'Agence les noms et emplacements des dépôts situés sur le continent européen contenant des armements soumis à contrôle, ainsi que des usines qui fabriquent ces armements. Ils notifieront également à l'Agence les noms et emplacements des usines situées sur le continent européen qui, bien que n'étant pas en activité, sont spécifiquement destinées à la fabrication de tels armements.



## Article 18

The provisions of Articles 14 and 17 shall not apply to the High Contracting Parties and to the categories of weapons covered in Article 3 of Protocol No. III. Stocks of the weapons in question shall be determined in conformity with the procedure laid down in that Article and shall be notified to the Agency by the Council of the Western European Union.

## Article 19

The figures obtained by the Agency under Articles 14, 15, 16 and 18 shall be reported to the Council as appropriate levels for the current control year for the members of Western European Union. Any discrepancies between the figures stated under Article 13, paragraph 1, and the quantities recognised under Article 14 will also be reported.

## Article 20

1. The Agency shall immediately report to the Council if inspection, or information from other sources, reveals:

- (a) the manufacture of armaments of a type which the member concerned has undertaken not to manufacture;
- (b) the existence of stocks of armaments in excess of the figures and quantities ascertained in accordance with Articles 19 and 22.

2. If the Council is satisfied that the infraction reported by the Agency is not of major importance and can be remedied by prompt local action, it will so inform the Agency and the member concerned, who will take the necessary steps.

3. In the case of other infractions, the Council will invite the member concerned to provide the necessary explanation within a period to be determined by the Council; if this explanation is considered unsatisfactory, the Council will take the measures which it deems necessary in accordance with a procedure to be determined.

4. Decisions of the Council under this Article will be taken by majority vote.

## Article 21

Each member shall notify to the Agency the names and locations of the depots on the mainland of Europe containing armaments subject to control and of the plants on the mainland of Europe manufacturing such armaments, or, even though not in operation, specifically intended for the manufacture of such armaments.

## Article 22

Chaque Etat membre de l'Union de l'Europe Occidentale tiendra l'Agence au courant des quantités d'armements sur le continent européen des types mentionnés en Annexe IV au Protocole No. III destinées à être exportées de son territoire sur le continent européen. L'Agence sera habilitée à s'assurer que les armements en question sont effectivement exportés. Si le niveau des stocks de l'un quelconque des matériels soumis au contrôle paraît anormal, l'Agence sera en outre habilitée à s'assurer de la réalité des commandes d'exportation.

## Article 23

Le Conseil transmettra à l'Agence les renseignements qui lui auront été notifiés par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Canada sur l'aide militaire qui sera fournie aux forces sur le continent européen des membres de l'Organisation de l'Union de l'Europe Occidentale.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Protocole qui est l'un des Protocoles énumérés à l'Article I du Protocole modifiant et complétant le Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris le vingt-trois octobre 1954, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

Pour la Belgique:

(s.) P. H. SPAAK

Pour la France:

(s.) MENDES-FRANCE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) ADENAUER

Pour l'Italie:

(s.) G. MARTINO

Pour le Luxembourg:

(s.) JOS. BECH

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) ANTHONY EDEN

---

## Article 22

Each member of Western European Union shall keep the Agency informed of the quantities of armaments of the types mentioned in Annex IV to Protocol No. III, which are to be exported from its territory on the mainland of Europe. The Agency shall be entitled to satisfy itself that the armaments concerned are in fact exported. If the level of stocks of any item subject to control appears abnormal, the Agency shall further be entitled to enquire into the orders for export.

## Article 23

The Council shall transmit to the Agency information received from the Governments of the United States of America and Canada respecting military aid to be furnished to the forces on the mainland of Europe of members of Western European Union.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol, being one of the Protocols listed in Article I of the Protocol Modifying and Completing the Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris this twenty-third day of October 1954, in two texts, in the English and French languages, each text being equally authoritative, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other Signatories.

For Belgium:

(sd.) P. H. SPAAK

For France:

(sd.) MENDES-FRANCE

For the Federal Republic of Germany:

(sd.) ADENAUER

For Italy:

(sd.) G. MARTINO

For Luxembourg:

(sd.) JOS. BECH

For the Netherlands:

(sd.) J. W. BEYEN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(sd.) ANTHONY EDEN

---

C. VERTALING**Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel**

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie, Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van Haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemenebest, Partijen bij het op 17 Maart 1948 te Brussel ondertekende Verdrag van economische, sociale en culturele samenwerking en collectieve zelfverdediging, hierna te noemen het Verdrag, te ener zijde,

en de President van de Bondsrepubliek Duitsland en de President van de Italiaanse Republiek, te anderer zijde,

Bezielde met de gemeenschappelijke wil, de vrede en veiligheid te versterken;

Verlangend te dien einde de Europese eenheid te bevorderen en de geleidelijke integratie van Europa aan te moedigen;

Ervan overtuigd dat de toetreding van de Bondsrepubliek Duitsland en van de Italiaanse Republiek een nieuwe en belangrijke stap zal betekenen op de weg naar de verwezenlijking van deze doelstellingen;

In aanmerking genomen hebbende de besluiten van de Londense Conferentie zoals deze zijn vervat in de Slotakte van 3 October 1954 en de daarbij behorende Bijlagen;

Hebben als hun gevolmachtigden aangewezen:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Zijne Excellentie de Heer Paul-Henri Spaak, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie

Zijne Excellentie de Heer Pierre Mendès-France, Voorzitter van de Ministerraad, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Bondsrepubliek Duitsland

Zijne Excellentie de Heer Konrad Adenauer, Bondskanselier, Bondsmminister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Italiaanse Republiek

Zijne Excellentie de Heer Gaetano Martino, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg  
Zijne Excellentie de Heer Joseph Bech, Minister van Staat, Minister  
van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden  
Zijne Excellentie de Heer Johan Willem Beyen, Minister van  
Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit, de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van  
Groot-Britannië en Noord-Ierland en van haar andere Rijken en  
Gebieden, Hoofd van het Gemeenebest  
voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-  
Ierland

Zijne Excellentie Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Lid van het  
Parlement, Minister van Buitenlandse Zaken,

Die, na hun in goede orde bevonden volmachten te hebben getoond,  
Het volgende zijn overeengekomen:

#### Artikel I

De Bondsrepubliek Duitsland en de Italiaanse Republiek treden  
hierbij toe tot het Verdrag als gewijzigd en aangevuld door dit  
Protocol.

De Hoge Verdragssluitende Partijen, partij bij dit Protocol, beschou-  
wen het Protocol betreffende de strijdkrachten van de West-Europese  
Unie (hierna te noemen Protocol No. II), het Protocol betreffende  
het toezicht op de bewapening en de daarbij behorende Bijlagen  
(hierna te noemen Protocol No. III), en het Protocol betreffende  
het Agentschap van de West-Europese Unie voor het toezicht op de  
bewapening (hierna te noemen Protocol No. IV) als een integrerend  
onderdeel van dit Protocol.

#### Artikel II

De alinea van de preambule van het Verdrag: „De maatregelen  
te nemen, die nodig geacht worden in geval van hervatting van een  
aanvalspolitiek van de zijde van Duitsland” wordt gewijzigd en zal  
als volgt luiden: „De Europese eenheid te bevorderen en de geleide-  
lijke integratie van Europa aan te moedigen”.

De aanhef van het tweede lid van artikel I zal luiden: „De  
samenwerking beoogd in het vorige lid, die met name zal worden  
verwezenlijkt door de Raad voorzien in artikel VIII .....

#### Artikel III

Het volgende nieuwe artikel wordt in het Verdrag ingelast als  
artikel IV: „Bij de tenuitvoerlegging van het Verdrag werken de

Hoge Verdragsluitende Partijen en alle door haar krachtens het Verdrag ingestelde organen nauw samen met de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie”.

„Erkennend dat het ongewenst is geheel of gedeeltelijk hetzelfde werk te verrichten als de militaire staven van de NAVO, zullen de Raad en zijn Agentschap zich verlaten op de daarvoor in aanmerking komende militaire autoriteiten van de NAVO waar het inlichtingen en adviezen ten aanzien van militaire aangelegenheden betreft”.

De artikelen IV, V, VI en VII van het Verdrag worden onderscheidenlijk artikel V, VI, VII en VIII.

#### Artikel IV

Artikel VIII van het Verdrag (oud artikel VII) wordt gewijzigd en luidt als volgt:

„1. Teneinde de vrede en veiligheid te versterken, de eenheid te bevorderen en de geleidelijke integratie van Europa en een nauwere samenwerking onderling en met andere Europese organisaties aan te moedigen, stellen de Hoge Verdragsluitende Partijen welke partij zijn bij het Verdrag van Brussel een Raad in, welke aangelegenheden zal behandelen met betrekking tot de tenuitvoerlegging van dit Verdrag, zijn Protocollen en hun Bijlagen.

„2. Deze Raad wordt aangeduid als de „Raad van de West-Europese Unie”; hij zal aldus worden georganiseerd dat hij zijn functies permanent kan uitoefenen; hij zal die hulporganen in het leven roepen welke noodzakelijk worden geoordeeld: hij zal met name onmiddellijk een Agentschap instellen voor het toezicht op de bewapening welks functies zijn omschreven in Protocol No. IV.

„3. Op verzoek van een der Hoge Verdragsluitende Partijen zal de Raad onmiddellijk worden bijeengeroepen teneinde de Hoge Verdragsluitende Partijen in staat te stellen overleg te plegen omtrent elke toestand, die een bedreiging voor de vrede zou kunnen vormen, waar deze zich ook mocht voordoen, of een gevaar voor de economische stabiliteit.

„4. De Raad neemt met eenparigheid van stemmen beslissingen ten aanzien van aangelegenheden waarvoor geen andere wijze van stemmen is of zal worden overeengekomen. In de gevallen bedoeld in de Protocollen II, III en IV volgt de Raad de verschillende wijzen van stemmen, eenparigheid van stemmen, twee-derde meerderheid, enkelvoudige meerderheid, als daarin is vermeld. Ten aanzien van door het Agentschap voor het toezicht op de bewapening aan hem voorgelegde aangelegenheden, beslist de Raad met enkelvoudige meerderheid van stemmen.”

#### Artikel V

In het Verdrag wordt een nieuw artikel ingevoegd als artikel IX:  
„De Raad van de West-Europese Unie dient een jaarverslag betref-

fende zijn werkzaamheden en in het bijzonder betreffende het toezicht op de bewapening in bij een Vergadering welke zal zijn samengesteld uit de vertegenwoordigers van de Mogendheden welke partij zijn bij het Verdrag van Brussel, in de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa.”

De artikelen VIII, IX en X van het Verdrag worden onderscheidenlijk artikel X, XI en XII.

#### Artikel VI

Dit Protocol en de andere in artikel I genoemde Protocollen zullen worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

Zij treden in werking op het ogenblik waarop alle akten van bekrachtiging van dit Protocol bij de Belgische Regering zijn nedergelegd en de akte van toetreding van de Bondsrepubliek Duitsland tot het Noord-Atlantisch Verdrag is nedergelegd bij de Regering van de Verenigde Staten van Amerika.

De Belgische Regering doet aan de regeringen van de andere Hoge Verdragsluitende Partijen en aan de Regering van de Verenigde Staten van Amerika mededeling van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging van dit Protocol.

Ten blijke waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

Gedaan te Parijs, de 23ste October 1954, in twee teksten, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar dat nedergelegd zal blijven in het archief van de Belgische Regering en waarvan deze Regering gewaarmerkte afschriften zal zenden aan ieder der andere ondertekenaars.

Voor België:

(w.g.) P. H. SPAAK

Voor Frankrijk:

(w.g.) MENDÈS-FRANCE

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

(w.g.) ADENAUER

Voor Italië:

(w.g.) G. MARTINO

Voor Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH

Voor Nederland:

(w.g.) J. W. BEYEN

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) ANTHONY EDEN

Parijs, 23 October 1954.

*Zijner Excellentie  
de Heer Johan Willem Beyen,  
Minister van Buitenlandse Zaken  
van het Koninkrijk der Nederlanden.*

Excellentie,

Ik heb de eer Uwer Excellentie de volgende mededeling te doen, ten einde de verplichting van de Italiaanse Regering vast te leggen met betrekking tot de toepassing en de uitlegging van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag van Brussel.

De Italiaanse Regering neemt de verplichting op zich, vóór de bekrachtiging van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel en de daarbij behorende Protocollen en hun Bijlagen door de Hoge Verdragsluitende Partijen, een verklaring af te leggen, waarbij zij de verplichte rechtsmacht van het Internationale Gerechtshof aanvaardt in overeenstemming met artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag, na aan de Partijen de voorbehouden bekend te hebben gemaakt, welke zij aan haar aanvaarding verbindt.

De Italiaanse Regering neemt aan dat, naar de mening van de andere Hoge Verdragsluitende Partijen, lid 5 van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag de mogelijkheid openlaat voor het sluiten van overeenkomsten betreffende andere wijzen van beslechting van tussen Haar gerezen geschillen, en dat de betreffende verplichting op geen enkele wijze inbreuk maakt op de mogelijkheid, onmiddellijk onderhandelingen te openen ten einde andere methoden vast te stellen voor het beslechten van eventuele geschillen ten aanzien van de toepassing of de uitlegging van het Verdrag.

Ik zou het op prijs stellen indien Uwe Excellentie zou willen bevestigen, dat de Nederlandse Regering met deze brief instemt. De aldus tot stand gekomen briefwisseling zal worden beschouwd als een Bijlage bij het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel, in de zin van artikel IV, eerste lid, van genoemd Protocol.

Aanvaard, Excellentie, de hernieuwde verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) G. MARTINO

*Minister van Buitenlandse Zaken  
van de Italiaanse Republiek.*

---



I B

Parijs, 23 October 1954.

*Zijner Excellentie*  
*Professor Gaetano Martino*  
*Minister van Buitenlandse Zaken*  
*van de Italiaanse Republiek.*

Excellentie,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van Uwer Excellenties mededeling van 23 October 1954 en te verklaren dat de Nederlandse Regering er met voldoening kennis van heeft genomen, dat de Italiaanse Regering de verplichting op zich heeft genomen, een verklaring af te leggen, waarbij zij de verplichte rechtsmacht van het Internationale Gerechtshof aanvaardt in overeenstemming met artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag van Brussel, na aan de Partijen de voorbehouden bekend te hebben gemaakt, welke zij aan haar aanvaarding verbindt.

Ik bevestig dat de Nederlandse Regering lid 5 van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag uitlegt op de wijze als vermeld in de derde alinea van Uwer Excellenties mededeling.

Zij stemt er eveneens mede in, deze briefwisseling te beschouwen als een Bijlage bij het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel, in de zin van artikel IV, eerste lid, van genoemd Protocol.

Aanvaard, Excellentie, de hernieuwde verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) J. W. BEYEN

*Minister van Buitenlandse Zaken*  
*van het Koninkrijk der Nederlanden.*

II A

Parijs, 23 October 1954.

*Zijner Excellentie*  
*de Heer Johan Willem Beyen,*  
*Minister van Buitenlandse Zaken*  
*van het Koninkrijk der Nederlanden.*

Excellentie,

Ik heb de eer Uwer Excellentie de volgende mededeling te doen ten einde de verplichting van de Bondsregering vast te leggen met betrekking tot de toepassing en de uitlegging van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag van Brussel.

De Bondsregering neemt de verplichting op zich, vóór de bekrachtiging van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel en de daarbij behorende Protocollen en hun Bijlagen door de Hoge Verdragsluitende Partijen, een verklaring af te leggen, waarbij zij de verplichte rechtsmacht van het Internationale Gerechtshof aanvaardt in overeenstemming met de bepalingen van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag, na aan de Partijen de voorbehouden bekend te hebben gemaakt, welke zij aan haar aanvaarding verbindt.

De Bondsregering neemt aan dat, naar de mening van de andere Hoge Verdragsluitende Partijen, lid 5 van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag de mogelijkheid openlaat voor het sluiten van overeenkomsten betreffende andere wijzen van beslechting van tussen Haar gerezen geschillen, en dat de betreffende verplichting op geen enkele wijze inbreuk maakt op de mogelijkheid, onmiddellijk onderhandelingen te openen ten einde andere methoden vast te stellen voor het beslechten van eventuele geschillen ten aanzien van de toepassing of de uitlegging van het Verdrag.

De Bondsregering is daarenboven van mening, dat uitbreiding van het Verdrag van Brussel aanleiding kan geven tot een aantal twijfelgevallen en geschillen ten aanzien van de uitlegging en de toepassing van het Verdrag, de Protocollen en hun Bijlagen, die wellicht niet van principieel belang zijn doch voornamelijk van technische aard. De Bondsregering is van mening dat het gewenst is een andere, eenvoudiger procedure vast te stellen voor het beslechten van dergelijke aangelegenheden.

De Bondsregering stelt derhalve voor, dat de Hoge Verdragsluitende Partijen de hierboven bedoelde vraagstukken onmiddellijk bespreken ten einde overeenstemming te bereiken ten aanzien van een passende procedure.

Ik zou het op prijs stellen indien Uwe Excellentie zou willen bevestigen dat de Nederlandse Regering met deze brief instemt. De aldus tot stand gekomen briefwisseling zal worden beschouwd als een Bijlage bij het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel, in de zin van artikel IV, eerste lid, van genoemd Protocol.

Aanvaard, Excellentie, de hernieuwde verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) ADENAUER

*Kanselier van de Bondsrepubliek  
Duitsland,  
Bondsminister van Buitenlandse  
Zaken.*

## II B

Parijs, 23 October 1954.

*Zijner Excellentie*  
*Dr. Konrad Adenauer,*  
*Kanselier van de Bondsrepubliek Duitsland.*

Excellentie,

Ik heb de eer, de ontvangst te bevestigen van Uwer Excellenties mededeling van 23 October 1954 en te verklaren dat de Nederlandse Regering er met voldoening kennis van heeft genomen, dat de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland de verplichting op zich heeft genomen, een verklaring af te leggen, waarbij zij de verplichte rechtsmacht van het Internationale Gerechtshof aanvaardt in overeenstemming met de bepalingen van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag van Brussel, na aan de Partijen de voorbehouden bekend te hebben gemaakt welke zij aan haar aanvaarding verbindt.

Ik bevestig dat de Nederlandse Regering lid 5 van artikel X (oud artikel VIII) van het Verdrag uitlegt op de wijze als vermeld in de derde alinea van Uwer Excellenties mededeling. Ten aanzien van de vierde en vijfde alinea van Uwer Excellenties mededeling stemt de Nederlandse Regering in met het voorstel van de Bondsregering, dat de Hoge Verdragsluitende Partijen onmiddellijk besprekingen dienen te openen over het vraagstuk van de vaststelling van een passende procedure voor de beslechting van de mogelijke geschillen, waarop de Bondsregering de aandacht vestigt.

Zij stemt er eveneens mede in, deze briefwisseling te beschouwen als een Bijlage bij het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel, in de zin van artikel IV, eerste lid, van genoemd Protocol.

Aanvaard, Excellentie, de hernieuwde verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) J. W. BEYEN

*Minister van Buitenlandse Zaken*  
*van het Koninkrijk der Nederlanden.*

**Protocol No. II betreffende de strijdkrachten van de  
West-Europese Unie**

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie, de President van de Bondsrepubliek Duitsland, de President van de Italiaanse Republiek, Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van Haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemenebest, Ondertekenaars van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel,

Na overleg te hebben gepleegd met de Noord-Atlantische Raad,

Hebben als hun gevolmachtigden aangewezen:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Zijne Excellentie de Heer Paul-Henri Spaak, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie

Zijne Excellentie de Heer Pierre Mendès-France, Voorzitter van de Ministerraad, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Bondsrepubliek Duitsland

Zijne Excellentie de Heer Konrad Adenauer, Bondskanselier, Bondsmminister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Italiaanse Republiek

Zijne Excellentie de Heer Gaetano Martino, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg

Zijne Excellentie de Heer Joseph Bech, Minister van Staat, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

Zijne Excellentie de Heer Johan Willem Beyen, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemenebest

voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland

Zijne Excellentie Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Lid van het Parlement, Minister van Buitenlandse Zaken,

Zijn het volgende overeengekomen:

#### Artikel 1

1. De land- en luchtmachtcrachten welke ieder der Hoge Verdragsluitende Partijen, partij bij dit Protocol, in vredetijd onder bevel van de Geallieerde Opperbevelhebber Europa op het vasteland van Europa zal plaatsen, zullen in totale sterkte en aantallen formaties niet te boven gaan:

- (a) voor België, Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, Italië en Nederland, de maxima voor vredetijd, nedergelegd in de bijzondere overeenkomst gevoegd bij het Verdrag tot Oprichting van de Europese Defensie Gemeenschap, ondertekend te Parijs op 27 Mei 1952; en
- (b) voor het Verenigd Koninkrijk, vier divisies en de Tweede Tactische Luchtmacht;
- (c) voor Luxemburg, een regimentsgevechtsgroep.

2. Het aantal der in lid 1 genoemde formaties kan worden aangepast aan de behoeften van het ogenblik en kan zodanig worden gewijzigd als nodig mocht zijn teneinde haar geschikt te maken voor de NAVO, met dien verstande dat de overeenkomstige gevechtswaarde en totale sterkte niet wordt overschreden.

3. De opsomming van deze maxima verplicht geen der Hoge Verdragsluitende Partijen, haar strijdkrachten tot dat maximum uit te breiden of op dat maximum te handhaven, maar geeft haar wel het recht zulks te doen indien dit nodig mocht zijn.

#### Artikel 2

Met betrekking tot de zeestrijdkrachten worden de bijdragen aan de NAVO-commando's van elk der Hoge Verdragsluitende Partijen, partij bij dit Protocol, ieder jaar vastgesteld in de „Annual Review” (die rekening houdt met de aanbevelingen van de militaire autoriteiten van de NAVO). De zeestrijdkrachten van de Bondsrepubliek Duitsland zullen bestaan uit de schepen en formaties welke nodig zijn voor de verdedigingstaken welke de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie aan de Bondsrepubliek Duitsland zal toewijzen, binnen de grenzen van de in artikel 1 genoemde bijzondere overeenkomst, of zullen van gelijke gevechtswaarde zijn.

## Artikel 3

Indien te eniger tijd tijdens de „Annual Review” aanbevelingen worden gedaan welke tot gevolg zouden hebben dat de omvang der strijdkrachten de in artikel 1 en 2 vermelde grenzen zou overschrijden, is de aanvaarding van de aanbevolen verhogingen door het betrokken land onderworpen aan de eenstemmige goedkeuring van de Hoge Verdragsluitende Partijen welke partij zijn bij dit Protocol, welke goedkeuring tot uitdrukking wordt gebracht hetzij in de Raad van de West-Europese Unie hetzij in de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie.

## Artikel 4

Opdat de Raad van de West-Europese Unie kan vaststellen dat de in artikel 1 en 2 genoemde grenzen in acht worden genomen, zal hij regelmatig inlichtingen ontvangen welke verkregen zijn als resultaat van door de Geallieerde Opperbevelhebber Europa uitgevoerde inspecties. Deze inlichtingen zullen worden verstrekt door een hooggeplaatst officier die door de Geallieerde Opperbevelhebber Europa voor dat doel is aangewezen.

## Artikel 5

De sterkte en de bewapening van de territoriale strijdkrachten en van de politietroepen op het vasteland van Europa der Hoge Verdragsluitende Partijen, partij bij dit Protocol, worden vastgesteld door middel van in het kader van de Organisatie van de West-Europese Unie gesloten overeenkomsten, waarbij rekening wordt gehouden met hun eigenlijke taak en behoeften en met de bestaande omvang.

## Artikel 6

Hare Majesteit de Koningin van Groot-Britannië en Noord-Ierland zal op het vasteland van Europa, met inbegrip van Duitsland, de daadwerkelijke sterkte van de Britse strijdkrachten, welke thans zijn toegewezen aan de Geallieerde Opperbevelhebber Europa, blijven handhaven, d.w.z. vier divisies en de Tweede Tactische Luchtmacht, of andere strijdkrachten welke naar mening van de Geallieerde Opperbevelhebber Europa dezelfde gevechtswaarde hebben. Zij verbindt zich deze strijdkrachten niet terug te trekken tegen de wens van de meerderheid van de Hoge Verdragsluitende Partijen die haar beslissing dienen te nemen na kennis te hebben genomen van de inzichten van de Geallieerde Opperbevelhebber Europa. Zij zal zich echter niet aan deze verbintenis behoeven te houden wanneer in een of meer overzeese gebieden plotseling een noodtoestand mocht ontstaan. Indien het handhaven van Britse strijdkrachten op het vasteland van Europa te eniger tijd een te zware belasting mocht worden van de buitenlandse financiële middelen van het Verenigd Koninkrijk, zal Zij door bemiddeling van Haar Regering, de Noord-Atlantische Raad verzoeken de financiële voorwaarden waarop de Britse eenheden worden gehandhaafd opnieuw in ogeschouw te nemen.

Ten blijk van waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit Protocol, zijnde een van de Protocollen genoemd in artikel I van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag, hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

Gedaan te Parijs, de 23ste October 1954, in twee teksten in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar dat nedergelegd zal blijven in het archief van de Belgische Regering en waarvan deze Regering gewaarmerkte afschriften zal zenden aan ieder der andere ondertekenaars.

Voor België:

(w.g.) P. H. SPAAK

Voor Frankrijk:

(w.g.) MENDES-FRANCE

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

(w.g.) ADENAUER

Voor Italië:

(w.g.) G. MARTINO

Voor Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH

Voor Nederland:

(w.g.) J. W. BEYEN

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) ANTHONY EDEN

---

**Protocol No. III betreffende het toezicht op de bewapening**

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie, de President van de Bondsrepubliek Duitsland, de President van de Italiaanse Republiek, Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, Hare Majesteit de Koningin van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van Haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemenebest, ondertekenaars van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel,

Hebben als hun gevolmachtigden aangewezen:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Zijne Excellentie de Heer Paul-Henri Spaak, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie

Zijne Excellentie de Heer Pierre Mendès-France, Voorzitter van de Ministerraad, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Bondsrepubliek Duitsland

Zijne Excellentie de Heer Konrad Adenauer, Bondskanselier, Bondsminister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Italiaanse Republiek

Zijne Excellentie de Heer Gaetano Martino, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg

Zijne Excellentie de Heer Joseph Bech, Minister van Staat, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

Zijne Excellentie de Heer Johan Willem Beyen, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemenebest

voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland

Zijne Excellentie Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Lid van het Parlement, Minister van Buitenlandse Zaken,



Zijn het volgende overeengekomen:

*Deel I — Wapenen welke niet mogen worden vervaardigd.*

#### Artikel 1

De Hoge Verdragsluitende Partijen, leden van de West-Europese Unie, nemen kennis van, en betuigen hun instemming met, de Verklaring van de Kanselier van de Bondsrepubliek Duitsland (afgelegd in Londen op 3 October 1954 en hierbij gevoegd als Bijlage I) waarin de Bondsrepubliek Duitsland op zich heeft genomen, op haar grondgebied geen atoomwapens, biologische en chemische wapens te zullen vervaardigen. De in dit artikel bedoelde wapens zijn omschreven in Bijlage II. Deze wapens zullen nauwkeuriger worden omschreven en de omschrijvingen zullen door de Raad der West-Europese Unie worden aangepast aan de behoeften van het ogenblik.

#### Artikel 2

De Hoge Verdragsluitende Partijen, leden van de West-Europese Unie, nemen eveneens kennis van en betuigen eveneens hun instemming met, de door de Kanselier van de Bondsrepubliek Duitsland in dezelfde Verklaring aangepane verbintenis dat bepaalde andere soorten wapenen niet zullen worden vervaardigd op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland, behoudens dat, indien in overeenstemming met de behoeften van de hem ter beschikking gestelde gewapende strijdkrachten, de bevoegde Opperbevelhebber van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie aanbevelingen doet tot wijziging of buitenwerkingstelling van de lijst van deze wapens, en indien de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland dienovereenkomstig een verzoek indient, een dergelijke wijziging of buitenwerkingstelling tot stand kan komen door middel van een door de Raad van de West-Europese Unie met twee-derde meerderheid aangenomen resolutie. De in dit artikel bedoelde wapenen zijn opgenomen in Bijlage III.

*Deel II — Wapens waarop toezicht zal worden uitgeoefend.*

#### Artikel 3

Wanneer op het vasteland van Europa de ontwikkeling van de atoomwapens, de biologische en chemische wapens op het grondgebied van de Hoge Verdragsluitende Partijen die geen afstand hebben gedaan van het recht deze wapens te produceren, het experimentele stadium is voltooid en aldaar een begin is gemaakt met de feitelijke productie van deze wapens, zullen de hoeveelheden welke de betrokken Hoge Verdragsluitende Partijen op het vasteland van Europa in voorraad mogen houden, met meerderheid van stemmen vastgesteld worden door de Raad van de West-Europese Unie.

## Artikel 4

Onverminderd het bepaalde in de voorgaande artikelen, zal op de in Bijlage IV opgenomen wapens toezicht uitgeoefend worden in de mate en op de wijze als in Protocol No. IV is vastgelegd.

## Artikel 5

De Raad van de West-Europese Unie kan met eenparigheid van stemmen wijzigingen aanbrengen in de in Bijlage IV opgenomen lijst.

Ten blijke waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit Protocol, zijnde een van de Protocollen genoemd in artikel I van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag, hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

Gedaan te Parijs, de 23ste October 1954, in twee teksten, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat in het archief van de Belgische Regering nedergelegd zal blijven en waarvan deze Regering gewaarmerkte afschriften zal zenden aan ieder der andere ondertekenaars.

Voor België:

(w.g.) P. H. SPAAK

Voor Frankrijk:

(w.g.) MENDÈS-FRANCE

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

(w.g.) ADENAUER

Voor Italië:

(w.g.) G. MARTINO

Voor Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH

Voor Nederland:

(w.g.) J. W. BEYEN

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) ANTHONY EDEN

---

## BIJLAGE I

De Bondskanselier verklaart:

dat de Bondsrepubliek zich verbindt op haar grondgebied geen atoomwapens, chemische wapens of biologische wapens, als opgesomd in de paragrafen I, II en III van de aangehechte lijst <sup>1)</sup>, te vervaardigen; dat zij zich bovendien verbindt op haar grondgebied geen van de wapens te vervaardigen, welke zijn opgesomd in de paragrafen IV, V en VI van de aangehechte lijst <sup>2)</sup>. Iedere materiële wijziging of herroeping van de paragrafen IV, V en VI <sup>2)</sup> kan op verzoek van de Bondsrepubliek geschieden door een resolutie van de Raad van Ministers van het Verdrag van Brussel met een twee-derde meerderheid, indien in overeenstemming met de behoeften van de strijdkrachten een desbetreffend verzoek wordt gedaan door de bevoegde Opperbevelhebber van de NAVO;

dat de Bondsrepubliek toestemt in het toezicht door de bevoegde autoriteit van de Organisatie van het Verdrag van Brussel om er voor zorg te dragen, dat deze verbintenissen worden nagekomen.

## BIJLAGE II

Deze lijst omvat de in de paragrafen I tot en met III omschreven wapens en de uitsluitend voor hun vervaardiging aangewezen fabrieken. Alle apparatuur, onderdelen, uitrustingsstukken, installaties, bestanddelen en organismen welke voor burgerlijke doeleinden of voor wetenschappelijk, medisch en industrieel onderzoek op het gebied van de zuivere en toegepaste wetenschap worden gebruikt, vallen niet onder deze omschrijving.

I. *Het atoomwapen.*

(a) Onder atoomwapen wordt verstaan ieder wapen, dat bevat of is ontworpen om te bevatten of te gebruiken een kernbrandstof of radio-actieve isotopen en dat hetzij door explosie of enige niet gecontroleerde kern-verandering, hetzij door de radio-activiteit der kernbrandstof of der radio-actieve isotopen in staat is een massale vernietiging, schaden op uitgebreide schaal of massale vergiftigingen te veroorzaken.

(b) Bovendien wordt als atoomwapen beschouwd ieder deel, ieder apparaat, ieder onderdeel of iedere stof speciaal vervaardigd voor of in wezen behorende tot een wapen, omschreven onder (a).

(c) Onder de uitdrukking „kern-brandstof”, zoals deze in de vorenstaande omschrijving wordt gebruikt, wordt verstaan plutonium,

<sup>1)</sup> Weergegeven in Bijlage II.

<sup>2)</sup> Weergegeven in Bijlage III.

uranium 233, uranium 235 (met inbegrip van de hoeveelheid uranium 235, die wordt aangetroffen in uranium, zodra die hoeveelheid 2,1 % van het gewicht van dat uranium overtreft) en iedere andere stof, welke in staat is een aanzienlijke hoeveelheid atoomenergie vrij te maken door kernsplitsing, samensmelting of iedere andere kernreactie dier stof.

De hierboven genoemde stoffen moeten als kernbrandstof worden beschouwd, ongeacht de chemische of natuurkundige toestand, waarin zij zich bevinden.

## II. *Het chemische wapen.*

(a) Onder chemisch wapen wordt verstaan iedere uitrusting of apparatuur, speciaal ontworpen om ten behoeve van militaire doeleinden gebruik te maken van de verstikkende, vergiftige, prikkelende, verlamming veroorzakende, groeiregelende, ontvettende of catalytische eigenschappen van welke chemische stof dan ook.

(b) Behoudens het bepaalde onder (c), worden geacht onder bovengenoemde omschrijving te zijn begrepen de chemische producten, die zodanige eigenschappen bezitten en die gebruikt kunnen worden in de uitrusting of apparatuur, bedoeld onder (a).

(c) De apparatuur en de hoeveelheden chemische producten, genoemd in de paragrafen (a) en (b), die de civiele behoeften in vredetijd hieraan niet overtreffen, worden geacht niet onder voorgaande definitie te zijn begrepen.

## III. *Het biologische wapen.*

(a) Onder biologisch wapen wordt verstaan iedere uitrusting of iedere apparatuur, speciaal ontworpen om ten behoeve van militaire doeleinden gebruik te maken van schadelijke insecten of andere levende of dode organismen of hun giftige voortbrengselen.

(b) Behoudens het bepaalde onder (c) worden geacht onder de voorgaande definitie te zijn begrepen insecten, organismen en hun giftige voortbrengselen van zodanige aard en hoeveelheid, dat zij gebruikt kunnen worden in de uitrusting of de apparatuur, bedoeld onder (a).

(c) De uitrusting, de apparatuur en de hoeveelheden insecten, organismen en hun giftige stoffen, genoemd in de leden (a) en (b), die de civiele behoeften in vredetijd hieraan niet overtreffen, worden geacht niet onder voorgaande definitie te zijn begrepen.

---

## BIJLAGE III

Deze lijst omvat de in de paragrafen IV tot en met VI omschreven wapens en de uitsluitend voor hun vervaardiging aangewezen fabrieken. Alle apparatuur, onderdelen, uitrustingsstukken, installaties, be-

standdelen en organismen welke voor burgerlijke doeleinden of voor wetenschappelijk, medisch en industrieel onderzoek op het gebied van de zuivere en toegepaste wetenschap worden gebruikt, vallen niet onder deze omschrijving.

IV. *Projectielen voor lange afstand, geleide projectielen, magnetische en acoustische mijnen.*

(a) Onder voorbehoud der bepalingen van lid (d) wordt verstaan onder projectielen voor lange afstand en geleide projectielen, die projectielen, waarvan de snelheid en de richting van hun baan na het lanceren kan worden beïnvloed door een toestel of mechanisme in of buiten het projectiel, met inbegrip van de wapenen van het type V, gedurende de laatste wereldoorlog geconstrueerd en hun later gewijzigde typen.

Het verbrandingsproces wordt beschouwd als een mechanisme, dat de snelheid kan beïnvloeden.

(b) Onder voorbehoud van het bepaalde onder (d) worden onder magnetische en acoustische mijnen verstaan: zeemijnen, welke automatisch tot explosie gebracht kunnen worden door beïnvloeding van buiten af, met inbegrip van de mijnen gedurende de laatste oorlog geconstrueerd en hun later gewijzigde typen.

(c) In voorgaande definitie worden geacht te zijn begrepen de voorwerpen, toestellen of onderdelen, speciaal vervaardigd om te worden gebruikt in of met de wapenen genoemd in de paragrafen (a) en (b).

(d) Buiten de voorgaande definitie worden geacht te vallen V.T.-buisen en geleide projectielen met geringe dracht ten behoeve van de luchtverdediging, welke de volgende waarden niet overschrijden:

lengte: 2 meter;

diameter: 30 cm;

snelheid: 660 m/sec.;

dracht: 32 km;

gewicht van de kop en de explosieve lading: 22, 5 kg.

V. *Oorlogsschepen met uitzondering van kleine verdedigingsvaartuigen.*

Onder oorlogsschepen, andere dan kleine verdedigingsvaartuigen, moeten worden verstaan:

(a) Oorlogsschepen met een waterverplaatsing van meer dan 3000 ton.

(b) Onderzeeboten met een waterverplaatsing van meer dan 350 ton.

(c) Oorlogsschepen, voortbewogen anders dan door stoommachines, diesel- of benzinemotoren, door gasturbines of straalmotoren.

V. *Bombardementsvliegtuigen voor strategische doeleinden.*

## BIJLAGE IV

**Lijst van de soorten wapens, waarop toezicht zal worden uitgeoefend**

1. (a) Atoomwapens;
- (b) biologische wapens, en
- (c) chemische wapens.

In overeenstemming met door de Raad der West-Europese Unie goed te keuren omschrijvingen, zoals aangegeven in artikel I van dit Protocol.

2. Alle kanonnen, houwitsers en mortieren van elk type en voor elke functie, met een kaliber van meer dan 90 mm, alsmede het volgend samenstellend onderdeel voor deze wapens, t.w. het deel dat omhoog kan worden gericht.
3. Alle geleide projectielen.  
*Omschrijving:* Onder geleide projectielen wordt verstaan projectielen waarvan de snelheid, en de richting van hun baan kan worden beïnvloed door middel van een zich binnen of buiten het projectiel bevindend toestel of mechanisme nadat het projectiel is gelanceerd; hieronder vallen wapens van het in de jongste oorlog ontwikkelde type V en hun later gewijzigde typen. Het verbrandingsproces wordt beschouwd als een mechanisme dat de snelheid kan beïnvloeden.
4. Andere raketwapens welke gebruiksklaar meer dan 15 kg wegen.
5. Alle typen mijnen, behalve anti-tank en anti-personeel mijnen.
6. Tanks, alsmede de volgende samenstellende onderdelen van deze tanks, t.w.:  
    (a) het deel dat omhoog kan worden gericht;
- (b) gietstukken voor geschutstorens en/of onderdelen van plaatijzer.
7. Andere gepantserde gevechtsvoertuigen met een totaal gewicht van meer dan 10 metrieke tonnen.
8. (a) Oorlogsschepen met een waterverplaatsing van meer dan 1500 ton;
- (b) onderzeeboten;
- (c) alle niet door stoom, diesel of benzine motoren of gasturbines aangedreven oorlogsschepen;
- (d) kleine vaartuigen welke een snelheid van meer dan 30 knopen kunnen bereiken en welke met aanvalswapens zijn uitgerust.

9. Vliegtuigbommen zwaarder dan 1000 kg.
  10. Munitie voor de in bovenstaand lid 2 omschreven wapens.
  11. (a) Geheel complete militaire vliegtuigen behalve:
    - (i) alle opleidingsvliegtuigen, uitgezonderd voor opleidingsdoeleinden gebruikte operationele vliegtuigen;
    - (ii) vliegtuigen ten behoeve van militair transport en het onderhouden van verbindingen;
    - (iii) hefschroefvliegtuigen;
  - (b) vliegtuiggeraamten welke speciaal en uitsluitend voor militaire vliegtuigen ontworpen zijn, uitgezonderd voor die welke hierboven sub (i), (ii) en (iii) zijn genoemd;
  - (c) straalmotoren, motoren met turbine-aandrijving en raket motoren, wanneer deze de hoofdkrachtbron vormen.
- 

#### **Protocol No. IV betreffende het Agentschap van de West-Europese Unie voor het toezicht op de bewapening**

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie, de President van de Bondsrepubliek Duitsland, de President van de Italiaanse Republiek, Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van Haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemeenebest, ondertekenaars van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel,

Overeengekomen zijnde in overeenstemming met artikel IV van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag, een Agentschap in te stellen voor het toezicht op de bewapening,

Hebben als hun gevolmachtigden aangewezen:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Zijne Excellentie de Heer Paul-Henri Spaak, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Franse Republiek, President van de Franse Unie

Zijne Excellentie de Heer Pierre Mendès-France, Voorzitter van de Ministerraad, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Bondsrepubliek Duitsland

Zijne Excellentie de Heer Konrad Adenauer, Bondskanselier, Bondsminister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Italiaanse Republiek

Zijne Excellentie de Heer Gaetano Martino, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg

Zijne Excellentie de Heer Joseph Bech, Minister van Staat, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

Zijne Excellentie de Heer Johan Willem Beyen, Minister van Buitenlandse Zaken,

Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en van haar andere Rijken en Gebieden, Hoofd van het Gemenebest

voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland

Zijne Excellentie Sir Anthony Eden, K.G., M.C., Lid van het Parlement, Minister van Buitenlandse Zaken,

Zijn het volgende overeengekomen:

### *Deel I — Statuut*

#### Artikel 1

Het Agentschap voor het toezicht op de bewapening (hierna te noemen „het Agentschap”) zal verantwoording verschuldigd zijn aan de Raad van de West-Europese Unie (hierna te noemen „de Raad”). Het zal bestaan uit een Directeur die zal worden bijgestaan door een Plaatsvervangend Directeur, en personeel waarvan de leden in redelijke verhouding zullen worden gerecrueteerd uit de onderdanen van Hoge Verdragsluitende Partijen, leden van de West-Europese Unie.

#### Artikel 2

De Directeur en zijn personeel, waaronder zullen zijn begrepen alle functionarissen die eventueel door staten-leden aan het Agentschap ter beschikking worden gesteld, zullen zijn onderworpen aan het algemeen administratief toezicht van de Secretaris-Generaal van de West-Europese Unie.



## Artikel 3

De Directeur wordt door de Raad met eenparigheid van stemmen benoemd voor een periode van vijf jaar en is niet herkiesbaar. Hij is verantwoordelijk voor de keuze van zijn personeel overeenkomstig het in artikel 1 genoemde beginsel en in overleg met de afzonderlijke betrokken staten-leden. Alvorens hij de Plaatsvervangend Directeur en de hoofden van de afdelingen van het Agentschap benoemt, dient hij de goedkeuring te verkrijgen van de Raad ten aanzien van de te benoemen personen.

## Artikel 4

1. Door tussenkomst van de Secretaris-Generaal legt de Directeur aan de Raad een plan voor ten aanzien van de organisatie van het Agentschap. De organisatie dient te voorzien in afdelingen welke zich onderscheidenlijk bezighouden met:

- (a) het onderzoeken van statistische en budgetaire gegevens welke worden verkregen van de leden van de West-Europese Unie en van de daarvoor in aanmerking komende NAVO autoriteiten;
- (b) inspecties, steekproeven en bezoeken;
- (c) administratie.

2. De organisatie kan worden gewijzigd bij besluit van de Raad.

## Artikel 5

De kosten van instandhouding van het Agentschap zullen voorkomen op de begroting van de West-Europese Unie. Door tussenkomst van de Secretaris-Generaal legt de Directeur aan de Raad jaarlijks een raming van deze kosten voor.

## Artikel 6

De functionarissen van het Agentschap zullen zich aan alle bepalingen van het veiligheidsreglement van de NAVO moeten houden. Zij zullen onder geen voorwaarde inlichtingen openbaar maken welke te hunner kennis zijn gekomen in verband met de uitoefening van hun officiële taak, behalve en alleen in de vervulling van hun plichten tegenover het Agentschap.

*Deel II — Functies*

## Artikel 7

1. Het Agentschap heeft tot taak:

- (a) zich ervan te vergewissen dat de in Protocol No. III vermelde verbintenissen om bepaalde in de Bijlagen II en III bij dat Protocol genoemde wapens niet te vervaardigen, in acht worden genomen;

- (b) in overeenstemming met Deel III van dit Protocol toezicht uit te oefenen op de grootte van de door ieder lid van de West-Europese Unie op het vasteland van Europa in voorraad gehouden hoeveelheden wapens van de typen genoemd in Bijlage IV bij Protocol No. III. Dit toezicht strekt zich uit tot de productie en de invoer voorzover nodig om het toezicht op de voorraden doeltreffend te doen zijn.

2. Voor de toepassing van lid 1 van dit artikel zal het Agentschap:

- (a) statistische en budgetaire gegevens verstrekt door leden van de West-Europese Unie en door de NAVO autoriteiten, nauwkeurig onderzoeken;
- (b) op het vaste land van Europa steekproeven en inspecties uitvoeren bij, en bezoeken brengen aan, fabrieken, depots en troepen (met uitzondering van depots en troepen onder gezag van de NAVO);
- (c) verslag uitbrengen aan de Raad.

#### Artikel 8

Met betrekking tot troepen en depots onder gezag van de NAVO, worden steekproeven, inspecties en bezoeken verricht en afgelegd door de daarvoor in aanmerking komende autoriteiten van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie. Ten aanzien van de troepen en depots onder het gezag van de Geallieerde Opperbevelhebber Europa, ontvangt het Agentschap mededeling van de aan de Raad verstrekte inlichtingen door bemiddeling van de door hem aan te wijzen hooggeplaatste officier.

#### Artikel 9

De werkzaamheden van het Agentschap blijven beperkt tot het vasteland van Europa.

#### Artikel 10

Het Agentschap zal zijn aandacht richten op de productie van de in de Bijlagen II, III en IV van Protocol No. III genoemde gereede militaire goederen en samenstellende onderdelen, en niet op de productie-processen. Het zal er tegen waken dat voor burgerlijk gebruik bestemde materialen en producten aan toezicht zullen worden onderworpen.

#### Artikel 11

De inspecties door het Agentschap zullen niet op gezette tijden plaats vinden maar zullen het karakter dragen van steekproeven welke op onregelde tijdstippen worden uitgevoerd. Dergelijke inspecties worden verricht in een geest van harmonie en samenwerking. De Directeur zal aan de Raad voorstellen doen ten aanzien van in

bijzonderheden uitgewerkte regelen voor het verrichten van inspecties welke regelen onder andere zullen voorzien in behoorlijke rechtsbescherming van particuliere belangen.

#### Artikel 12

Voor hun steekproeven, bezoeken en inspecties zal de leden van het Agentschap op verzoek vrije toegang worden verleend tot fabrieken en depots, terwijl de betreffende rekeningen en documenten te hunner beschikking worden gesteld. Bij de uitvoering van dergelijke steekproeven en inspecties werken het Agentschap en de nationale autoriteiten samen; met name kunnen de nationale autoriteiten op eigen verzoek deelnemen aan dergelijke steekproeven en inspecties.

---

### *Deel III — Omvang der wapenvoorraden*

#### Artikel 13

1. Elk lid der West-Europese Unie doet met betrekking tot de onder NAVO gezag op het vasteland van Europa gestationeerde strijdkrachten aan het Agentschap jaarlijks opgaven toekomen van:

- (a) de totale hoeveelheden wapens van de in Bijlage IV bij Protocol No. III genoemde typen, welke in verband met de behoeften van zijn strijdkrachten noodzakelijk zijn;
- (b) de aan het begin van ieder jaar waarop het toezicht betrekking heeft in voorraad gehouden hoeveelheden;
- (c) de programma's welke zijn gericht op het bereiken der totale onder (a) genoemde hoeveelheden door middel van:
  - (i) vervaardiging in zijn eigen gebied;
  - (ii) aankoop uit een ander land;
  - (iii) hulp van een ander land in de vorm van gereede militaire goederen.

2. Dergelijke opgaven worden eveneens verstrekt door elk lid der West-Europese Unie met betrekking tot zijn territoriale strijdkrachten en politietroepen, alsmede zijn andere onder nationaal toezicht op het vasteland van Europa gestationeerde strijdkrachten met inbegrip van een opgave van de aldaar voor zijn overzeese strijdkrachten aanwezige voorraden.

3. De opgaven worden afgestemd op de betreffende aan de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie verstrekte inlichtingen.

#### Artikel 14

Wat de strijdkrachten onder het gezag van de NAVO betreft, onderzoekt het Agentschap in overleg met de daarvoor in aanmerking

komende NAVO autoriteiten of de totale in Artikel 13 vermelde hoeveelheden verenigbaar zijn met de hoeveelheden waarvan erkend wordt dat zij voor de onder het gezag van de NAVO staande eenheden van de betrokken leden noodzakelijk zijn en met de in de door de Noord-Atlantische Raad in verband met de „Annual Review” van de NAVO goedgekeurde documenten vervatte conclusies en gegevens.

#### Artikel 15

Wat de territoriale strijdkrachten en politietroepen betreft, zijn de door het Agentschap als passend te aanvaarden totale hoeveelheden wapens die, welke door de leden worden opgegeven, mits deze blijven binnen de in de door de leden der West-Europese Unie te sluiten overeenkomsten inzake de sterkte en bewapening der binnenlandse strijdkrachten en politiemacht op het vasteland van Europa vast te stellen grenzen.

#### Artikel 16

Wat andere onder nationaal toezicht blijvende strijdkrachten betreft, zijn de door het Agentschap als juist te aanvaarden totale hoeveelheden wapens die, welke door de leden aan het Agentschap worden opgegeven.

#### Artikel 17

De door de leden krachtens artikel 15 en 16 te verstrekken cijfers betreffende de totale hoeveelheden wapens moeten in overeenstemming zijn met de grootte en taak der desbetreffende strijdkrachten.

#### Artikel 18

De bepalingen van artikel 14 en 17 zijn niet van toepassing op de in artikel 3 van Protocol No. III vermelde Hoge Verdragsluitende Partijen en categorieën wapens. De voorraden der desbetreffende wapens worden in overeenstemming met de in dat artikel nedergelegde procedure bepaald en worden door de Raad der West-Europese Unie aan het Agentschap medegedeeld.

#### Artikel 19

De krachtens artikel 14, 15, 16 en 18 door het Agentschap verkregen cijfers worden aan de Raad verstrekt als de voor het lopende jaar van toezicht voor de leden der West-Europese Unie juiste hoeveelheden. Van alle verschillen tussen de krachtens artikel 13, lid 1, opgegeven cijfers en de krachtens artikel 14 als juist erkende hoeveelheden wordt eveneens mededeling gedaan.

#### Artikel 20

1. Het Agentschap doet onmiddellijk mededeling aan de Raad indien inspecties of uit andere bronnen verkregen gegevens aan het licht brengen:

- (a) de vervaardiging van wapens van een type welke door een lid volgens door dat lid aangegane verbintenissen niet mogen worden vervaardigd;
- (b) het aanwezig zijn van wapenvoorraden welke de overeenkomstig artikel 19 en 22 vastgelegde cijfers en hoeveelheden overschrijden.

2. Indien de Raad er van overtuigd is dat de door het Agentschap gemelde overtreding niet belangrijk is en door onmiddellijk optreden ter plaatse kan worden hersteld, deelt hij dit mede aan het betrokken lid, dat dan de noodzakelijke maatregelen zal nemen.

3. In geval van overtredingen van andere aard, zal de Raad het betrokken lid uitnodigen, binnen een door de Raad vast te stellen tijdvak, de noodzakelijke opheldering te geven; indien deze opheldering onbevredigend wordt geacht, zal de Raad die maatregelen treffen welke hij overeenkomstig een vast te stellen procedure noodzakelijk acht.

4. Beslissingen van de Raad krachtens dit artikel zullen met meerderheid van stemmen worden genomen.

#### Artikel 21

Elk lid deelt aan het Agentschap de namen en ligging mede van de depots op het vasteland van Europa welke aan toezicht onderhevige wapens bevatten, alsmede van de fabrieken op het vasteland van Europa, welke dergelijke wapens vervaardigen, of, zelfs indien zij niet in bedrijf zijn, speciaal voor de vervaardiging van dergelijke wapens zijn bedoeld.

#### Artikel 22

Ieder lid van de West-Europese Unie houdt het Agentschap op de hoogte van de uit zijn grondgebied op het vasteland van Europa uit te voeren hoeveelheden wapens van de in Bijlage IV bij Protocol No. III genoemde typen. Het Agentschap heeft het recht zich er van te vergewissen dat de betrokken wapens inderdaad worden uitgevoerd. Indien van een aan toezicht onderworpen categorie oorlogsmateriaal de omvang van de voorraden te hoog schijnt, heeft het Agentschap voorts het recht een onderzoek in te stellen naar de uitvoer-orders.

#### Artikel 23

De Raad geeft aan het Agentschap de inlichtingen door, welke hij heeft ontvangen van de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika en Canada inzake de militaire hulp welke zal worden verleend aan de strijdkrachten op het vasteland van Europa van de leden van de West-Europese Unie.

Ten blijkte waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit Protocol, zijnde een van de in artikel I van het Protocol tot wijziging en aanvulling van het Verdrag genoemde Protocollen, hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

Gedaan te Parijs, de 23ste October 1954, in twee teksten, in de Engelse en Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar dat nedergelegd zal blijven in het archief van de Belgische Regering welke gewaarmerkte afschriften ervan zal doen toekomen aan elk der andere ondertekenaars.

Voor België:

(w.g.) P. H. SPAAK

Voor Frankrijk:

(w.g.) MENDES-FRANCE

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

(w.g.) ADENAUER

Voor Italië:

(w.g.) G. MARTINO

Voor Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH

Voor Nederland:

(w.g.) J. W. BEYEN

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) ANTHONY EDEN

#### D. GOEDKEURING

De Protocollen behoeven de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

#### E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van de Protocollen is voorzien in artikel VI, eerste lid, van Protocol I.

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Protocollen zullen ingevolge artikel VI, lid 2, van Protocol I in werking treden nadat bij de Belgische Regering alle akten van bekrachtiging der Protocollen en bij de Amerikaanse Regering de akte van toetreding door de Bondsrepubliek Duitsland tot het Noord-Atlantisch Verdrag zullen zijn nedergelegd.

## J. GEGEVENS

I. Van het op 17 Maart 1948 te Brussel gesloten Verdrag, tot wijziging en aanvulling waarvan Protocol I, met de Protocollen II, III en IV, strekt, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* I 519; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1954, 178.

Van het op 4 April 1949 te Washington gesloten Noord-Atlantisch Verdrag, waarnaar in artikel III van Protocol I en elders wordt verwezen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* J 355; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1954, 176.

Van het op 5 Mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa, waarnaar in artikel V van Protocol I en elders wordt verwezen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* J 341; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1953, 123.

Van het op 27 Mei 1952 te Parijs gesloten Verdrag tot oprichting van de Europese Defensie Gemeenschap, waarnaar in artikel 1 van Protocol II en elders wordt verwezen, is de tekst opgenomen in *Trb.* 1952, 119 t/m 128 en de vertaling in *Trb.* 1952, 150 t/m 159. Tekst en vertaling van de bedoelde bijzondere overeenkomst bij dat Verdrag zijn niet gepubliceerd.

II. Van 28 September tot 3 October 1954 is te Londen een Negen Mogendheden Conferentie gehouden. Van de Slotakte dier Conferentie is de Engelse tekst bij brieven van 5 October 1954 en de vertaling bij brieven van 16 October 1954 aan de Staten-Generaal gezonden (*Bijl. Hand.* II 1954/55 — 3726, Nos. 1 en 2).

Op 23 October 1954 is te Parijs, mede voor Nederland, een Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag inzake de toetreding van de Bondsrepubliek Duitsland ondertekend; van dat Protocol zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1954, 177.

Op 23 October 1954 is te Parijs tevens een Overeenkomst betreffende de aanwezigheid van buitenlandse troepen in de Bondsrepubliek Duitsland ondertekend; van die Overeenkomst, waarbij Nederland geen partij is, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1954, 180.

III. De Ministers van Buitenlandse Zaken van Nederland, België, Frankrijk, Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk hebben op 21 October te Parijs gezamenlijk een verklaring afgelegd, waarvan de Engelse tekst en de vertaling in het Nederlands luiden als volgt:

**Declaration inviting Italy and the Federal Republic of Germany  
to accede to the Brussels Treaty**

The Governments of Belgium, France, Luxembourg, the Netherlands and the United Kingdom, Parties to the Brussels Treaty of March the 17th, 1948, for collaboration in economic, social and cultural matters and for legitimate collective self-defence;

Aware that the principles underlying the association created by the Brussels Treaty are also recognised and applied by the Federal Republic of Germany and Italy;

Noting with satisfaction that their devotion to peace and their allegiance to democratic institutions constitute common bonds between the countries of Western Europe;

Convinced that an association with the Federal Republic of Germany and Italy would represent a new and substantial advance in the direction already indicated by the Treaty;

Decide,

in application of Article IX of the Treaty, to invite the Federal Republic of Germany and Italy to accede to this Treaty, as modified and completed in accordance with the decisions of the Conference held in London from September the 28th to October the 3rd 1954, which are recorded in its Final Act.

For Belgium:

(sd.) P. H. SPAAK

For France:

(sd.) MENDÈS-FRANCE

For Luxembourg:

(sd.) JOS. BECH

For the Netherlands:

(sd.) J. W. BEYEN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(sd.) ANTHONY EDEN

---



**Verklaring ter uitnodiging van de Bondsrepubliek Duitsland en van Italië om tot het Verdrag van Brussel toe te treden**

De Regeringen van België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland en het Verenigd Koninkrijk, Partijen bij het Verdrag van Brussel van 17 Maart 1948 betreffende samenwerking op economisch, sociaal en cultureel gebied en rechtmatige, collectieve zelfverdediging;

Zich ervan bewust, dat de beginselen, welke aan de door het Verdrag van Brussel in het leven geroepen verbintenis ten grondslag liggen, eveneens worden erkend en toegepast door de Bondsrepubliek Duitsland en Italië;

Met voldoening kennis nemend van het feit, dat hun toewijding aan de zaak van de vrede en hun trouw aan de democratische instellingen een gemeenschappelijke band vormt tussen de landen van West-Europa;

Ervan overtuigd, dat een samengaan met de Bondsrepubliek Duitsland en Italië een nieuwe en belangrijke vooruitgang zou betekenen in de richting, welke reeds door het Verdrag werd aangegeven;

Besluiten:

Op grond van artikel IX van het Verdrag de Bondsrepubliek Duitsland en Italië uit te nodigen toe te treden tot het Verdrag van Brussel, als gewijzigd en aangevuld overeenkomstig de besluiten vervat in de Slotakte van de van 28 September tot 3 October 1954 te Londen gehouden Conferentie.

Voor België:

(w.g.) P. H. SPAAK

Voor Frankrijk:

(w.g.) MENDES-FRANCE

Voor Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH

Voor Nederland:

(w.g.) J. W. BEYEN

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) ANTHONY EDEN

---

IV. De Ministers van Buitenlandse Zaken van Nederland, België, Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, Italië, Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk hebben op 21 October 1954 te Parijs, tezamen met de Ministers van Buitenlandse Zaken van de Verenigde Staten en van Canada, een resolutie aangenomen, waarvan de Engelse tekst en de vertaling in het Nederlands luiden als volgt:

#### **Resolution on production and standardisation of armaments**

The Governments of the Kingdom of Belgium, the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

Anxious to increase the effectiveness of their common Defence forces to the maximum,

Desirous of ensuring the best possible use of their available armament credits by means of the rational organization of production,

Noting the importance in this connection of standardising weapons and weapon components,

Desirous of facilitating any agreements to this end between all or certain of the Seven Powers:

(1) Recall the decision taken at the London Conference to set up a working Party to study the draft directives submitted by the French Government on 1st October 1954 and such other documents as might subsequently be submitted on the problem of the production and standardisation of armaments.

(2) Agree to convene a Working Group in Paris on the 17th January 1955 of the Representatives of Belgium, France, Italy, Luxembourg, the Netherlands, the Federal Republic of Germany and the United Kingdom, to study the draft directives and other documents referred to in the foregoing paragraph, with a view to submitting proposals to the Council of Western European Union when it comes into being.

---

### **Resolutie aangaande de vervaardiging en standaardisatie van wapens**

De Regeringen van het Koninkrijk België, de Franse Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,

Verlangend de doeltreffendheid van hun gemeenschappelijke verdedigingsstrijdkrachten op een zo hoog mogelijk peil te brengen,

Verlangend een zo goed mogelijk gebruik te maken van de hun ter beschikking staande bewapeningscredieten door middel van een rationele organisatie der productie,

Erkennend dat het in dit verband van belang is, de wapenen en de onderdelen daarvan, te standaardiseren,

Verlangend de totstandkoming te bevorderen van alle overeenkomsten welke dit doel nastreven tussen de Zeven Mogendheden of sommige van hen:

(1) Herinneren aan het op de Londense Conferentie genomen besluit, een werkgroep in te stellen welke tot taak heeft een studie te maken van de door de Franse Regering op 1 October 1954 voorgelegde ontwerp-richtlijnen alsmede van andere documenten welke alsnog zouden kunnen worden voorgelegd ten aanzien van het vraagstuk der productie en standaardisatie der bewapening.

(2) Komen overeen, op 17 Januari 1955 te Parijs een Werkgroep bijeen te roepen van de vertegenwoordigers van België, Frankrijk, Italië, Luxemburg, Nederland, de Bondsrepubliek Duitsland en het Verenigd Koninkrijk ten einde de ontwerp-richtlijnen en andere in het vorige lid bedoelde documenten te bestuderen met het doel voorstellen voor te leggen aan de Raad der West-Europese Unie wanneer deze tot stand komt.

---

Uitgegeven de vijf en twintigste November 1954.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
**J. W. BEYEN.**